

opera mundi europe

RAPPORTS HEBDOMADAIRES SUR L'ÉCONOMIE EUROPÉENNE

D A N S C E N U M E R O

- LETTRE DE BRUXELLES (P. 1-4)

Les "mystères" de l'accord sur la Livre sterling

- LES COMMUNAUTES AU TRAVAIL (P. 5-9A)

La négociation avec Londres ; Offres européennes aux Etats-Unis ; Réunion des Ministres des Finances ; Maurice Schumann devant le Parlement Européen ; Programmes pluriannuels de recherche sur la fusion thermonucléaire et la biologie.

- ETUDES ET TENDANCES (P. 10-16)

L'offre de préférences généralisées de la CEE (I)

par Tran Van Thinh
Direction Générales des
Relations Extérieures de la CEE

- EUROFLASH (P. 17-48)

Sommaire Analytique, P. 17

Index Alphabétique, P. 46

N° 617 - 15 Juin 1971

LT

CV

JB

KL

EK

BS

MO

OPERA MUNDI - EUROPE

RAPPORTS HEBDOMADAIRES SUR L'ECONOMIE EUROPEENNE

DIRECTION GÉNÉRALE ET RÉDACTION
100, Avenue Raymond Poincaré - PARIS 16^e
MUNDI-PARIS
Tél. : 704.53.20 Télex : 27 989
CCP PARIS 3235-50

DIRECTEUR	Paul WINKLER
Directeur Adjoint	Charles RONSAC
RÉDACTEUR EN CHEF	André GIRAUD
Service Informations	Guy de SAINT CHAMAS
Service Études et Documentation	Alain-Yves BUAT
Institutions Européennes	Gabriela KAHLLIG
	Jean LAURE

SUISSE

54, rue Vermont
GENÈVE - Tél. 33 7693

BENELUX

12, rue du Cyprès
BRUXELLES - Tél. : 18-01-93

ITALIE

Piazza S. Maria Beltrade, 2
20123 MILANO - Tél. 872.485 - 872.492

ABONNEMENTS	Un an	6 mois
Série hebdomadaire	FF. 1.200	FF. 700
Série semestrielle	FF. 400	
(La revue n'est pas vendue au Numéro)		

L E T T R E D E B R U X E L L E S

Bruxelles.- Quand, le lundi 7 juin à 18 heures, fut annoncée la nouvelle que la France acceptait la déclaration d'intention britannique sur la Livre Sterling, nul n'en crut ses oreilles au Centre Européen de Luxembourg. Dans la salle des délibérations ministérielles elle-même, les réactions allaient de la surprise à la stupeur. A la satisfaction de voir lever l'obstacle politique majeur à l'entrée de la Grande Bretagne dans la Communauté - qui ne fait maintenant plus de doute pour personne - se mêlait un sentiment d'irritation à l'égard de la "conduite" française, et même d'incompréhension devant le laxisme - bien nouveau - du gouvernement de Paris. Le vice président de la Commission chargé des problèmes financiers et monétaires, Raymond Barre, devait d'ailleurs souligner dès la fin des travaux, sans cacher ses préoccupations, que les précautions et les garanties qu'on était en droit d'attendre "dans une affaire aussi importante pour la Communauté élargie" n'avaient pas été prises.

Pour essayer d'y voir clair dans un "mystère" dont on n'a pas fini de parler, il faut remonter à deux mois en arrière. C'est à cette époque en effet que la France, par l'intermédiaire du Comité des Représentants permanents, remet à ses cinq partenaires un document relatif aux problèmes financiers et monétaires, et notamment à la fin du rôle de la Livre comme monnaie de réserve internationale. Immédiatement, certains - de façon sans doute prématurée - voient dans ce geste un nouveau "veto". Paris s'explique, développe son argumentation : le problème de la livre est grave; le statut de cette monnaie n'est pas compatible avec la Communauté transformée en Union monétaire; bien sûr, il n'est pas question de supprimer ce statut du jour au lendemain, mais il faut mettre en place un mécanisme de réduction des balances sterling; à Hambourg où il rencontre ses collègues des Finances de la CEE - réunion également "historique" pour d'autres raisons - le Ministre français Valéry Giscard d'Estaing explique ses thèses devant les journalistes, cite des chiffres de réduction annuelle des balances.

La position française est si peu "excessive" que ses avocats - à tous les échelons - commencent à convaincre leurs interlocuteurs de son bien fondé. On réunit un groupe "ad hoc" composé de hauts fonctionnaires des Six, les Ministres examinent l'affaire de manière détaillée, le Comité des Représentants Permanents met au point un rapport. Bref, un débat dépassionné peut s'ouvrir sur un sujet dont tout le monde a reconnu l'importance fondamentale. Les thèses sont confrontées et il apparait que Paris est beaucoup plus rigoureux dans sa façon de prévoir la réduction des balances sterling, la fin du régime privilégié des mouvements de capitaux entre Londres et la Commonwealth, que les autres capitales de la CEE. C'est dans l'ordre des choses et chacun admet qu'un compromis devrait normalement pouvoir se dégager.

Entre temps, a lieu la rencontre Pompidou-Heath. Les problèmes monétaires y figurent en bonne place et on évoque volontiers un accord politique sur ce thème entre les deux hommes d'Etat. Rien ne transpire cependant, au point même qu' au Comité des Représentants Permanents, la France remet à ses partenaires un nouveau document (différant peu du précédent, bien que plus vague sur certains points). Personne n'enregistre la moindre modification dans l'attitude, ou même dans le ton de la délégation française. C'est dans ces conditions que l'on se prépare au Conseil du 7 juin. L'impression générale est qu'après quelques longues heures de travail, les Ministres devraient pouvoir dégager une position commune devant les Anglais.

Le dimanche 6 juin, la veille du Conseil par conséquent, le gouvernement britannique communique discrètement dans les six capitales le texte de la déclaration que son négociateur, Geoffrey Rippon, lira le lendemain à Luxembourg. Texte si peu précis qu'un diplomate néerlandais - et l'on sait que les Pays-Bas sont peu suspects de dureté vis-à-vis de l'Angleterre - le trouve malgré tout "un peu trop vague". Le lundi, en début d'après midi, les Six poursuivent la préparation de leur position commune et l'on note encore des divergences sensibles entre la France et ses partenaires. La Commission ébauche une solution de compromis beaucoup plus détaillée que le texte anglais : ce compromis prévoit des obligations et des garanties quant à la réduction des balances sterling. La France, semble-t-il, juge ce texte encore trop conciliant. Cependant, sans qu'il s'agisse encore d'un accord, les délégations font, dans l'ensemble, état d'un préjugé favorable à l'égard du "papier" de la Commission ("papier" qui n'est pas présenté officiellement, mais que Raymond Barre a déjà dans sa serviette).

Là dessus, selon l'horaire prévu, les Six invitent Geoffrey Rippon à les rejoindre. Chacun pense que l'on entendra la déclaration du négociateur britannique, puis que se tiendra une réunion à Six au cours de laquelle sera élaborée une contre proposition s'inspirant de très près des suggestions de la Commission. De fait, G. Rippon lit son texte, mais on observe une légère modification par rapport au document transmis la veille par Londres : une précision a été apportée sur la stabilisation des balances sterling.

Les Six se retrouvent alors entre eux. Dérogeant aux habitudes, le Président en exercice, Maurice Schumann, commence le "tour de table" ministériel à l'envers et donne donc la parole en premier lieu à Valéry Giscard d'Estaing. Celui-ci, très brièvement, indique que la France considère comme satisfaisante la déclaration britannique. Tout le monde met un moment à comprendre que le débat sur le problème le plus important de la négociation s'arrête là. Certaines délégations, dans le brouillard le plus complet, se rallient à la position française. La parole est donnée en dernier lieu à Raymond Barre - qui gardera son compromis par devers lui - et qui constate, glacial, "l'accord unanime" des délégations. La négociation est pratiquement terminée.

Comment se présente cet accord ?

- 1°) La Grande Bretagne renonce au rôle de monnaie de réserve de la Livre Sterling. C'est là un engagement politique dont on ne peut sous-estimer ni l'importance ni la portée à tous points de vue, y compris psychologique et sentimental pour un peuple nourri d'une histoire dans laquelle la Grande-Bretagne apparaît une grande puissance mondiale, ce que symbolise parfaitement le caractère de monnaie de réserve pris par la livre au cours des âges. Cet engagement se matérialisera par un échange de lettres annexé au Traité d'adhésion et ces lettres feront, elles aussi, l'objet des ratifications parlementaires à venir, ce qui leur confèrera une pleine valeur juridique et politique.

Tout cela mérite d'être souligné et montre que l'on aurait tort de minimiser la signification de la décision de Londres. Certes, dans la réalité, la Livre n'est plus qu'une monnaie de réserve "additionnelle", et ce "privilège" constitue aujourd'hui pour le Royaume-Uni beaucoup plus un fardeau qu'un avantage. Il n'en demeure pas moins que, "mentalement" - et n'est-ce pas de cela qu'il s'agit avant tout dans l'adhésion anglaise ? - Edward Heath a fait preuve de détermination et de courage.

- 2°) Quant à savoir comment cet engagement sera tenu, les choses demeurent dans un vague assez stupéfiant. Aucune date, aucun rythme de réduction des balances n'est fixé. A la lecture du texte, on s'aperçoit même que la question du concours mutuel et celle des mouvements de capitaux entre la Grande-Bretagne et les pays du Commonwealth blanc ne sont même pas mentionnées. Une telle imprécision ne laisse pas d'être inquiétante, surtout quand on entend ensuite le Premier britannique affirmer aux Communes n'avoir pris aucun engagement sur ces deux points. Tout sera réglé - quand, comment ? - dans la Communauté élargie. Voilà qui peut rendre soucieux tous ceux sur qui pèse directement la responsabilité de l'avenir communautaire. Vouloir alléger ce souci en prétendant qu'il existe un accord secret franco-britannique relève de l'illusionisme : dans le cadre communautaire, un accord secret ne saurait avoir grande signification et on ne voit guère comment il serait possible à ses signataires de s'en prévaloir.

Cela étant, comment peuvent s'expliquer la manière pour le moins insolite dont les événements se sont déroulés et le caractère particulièrement nébuleux du texte de l'accord. Que le comportement de la France à Luxembourg résulte des entretiens Pompidou-Heath, cela ne fait évidemment aucun doute. Qu'à partir du moment où la France (qui avait soulevé le problème) se déclarait satisfaite, ses partenaires aient donné leur accord, c'est, après tout, également logique, même si cela conduit à s'interroger sur les ambitions européennes de certains Etats. Que la désinvolture de Paris vis-à-vis de ses partenaires ait cependant été accueillie avec une certaine irritation, c'est également normal. Qu'enfin les partenaires de Paris, qui ont toujours souhaité un accord Paris-Londres, aient mauvaise grâce maintenant à s'en plaindre, chacun le reconnaît.

Mais rien n'en est davantage compréhensible pour autant. L'explication qui vient alors à l'esprit est qu'on n'ignorait pas du côté français que le compromis proposé par la Commission, s'il était acceptable par les "Cinq", ne l'était pas par Londres. Avec le texte de Bruxelles, Edward Heath avait la certitude de ne pouvoir sortir victorieux de "l'épreuve" des Communas. Le Président français, convaincu de la nécessité de l'adhésion britannique, aurait ainsi voulu faciliter la tâche du gouvernement anglais. Pour satisfaisante qu'elle soit, cette vue des choses n'éclaire pas les raisons pour lesquelles Paris a "fait marcher" ses partenaires jusqu'à la dernière minute. Il est vrai que l'on peut tenter d'apporter aussi une interprétation à cette conduite.

Si l'on admet que Georges Pompidou et Edward Heath se sont rencontrés dans une "vision" de l'Europe en tous points commune, fondée d'une part sur une coopération dans les seuls secteurs nécessaires, et d'autre part sur une indépendance pour les problèmes nationalement essentiels, comment devaient-ils agir ? Après s'être accordés sur cette "vision commune", leur intérêt était évidemment de ne pas se lier les mains par un texte communautaire contraignant, ce qui, de surcroît, leur permettait d'échapper un peu plus à ce que les mécanismes institutionnels de Bruxelles ont de gênant pour les deux capitales. Ainsi, fondamentalement, se retrouvaient-ils sur le même terrain, celui d'une Europe qui, très certainement, s'écarte considérablement des ambitions ou des rêves de 1957. L'un et l'autre ont fait le pari de leur stabilité sur le plan intérieur, et ils ont décidé de se faire mutuellement confiance pour l'Europe.

Du côté français, le leadership communautaire qu'on était en train de perdre, on le retrouve en jouant la main dans la main avec les Anglais. C'est extrêmement clair. Mettre cela sur le compte de la "peur de l'Allemagne" est une explication un peu simpliste qui d'ailleurs, quant au fond ne recouvre pas d'éléments très sérieux. Mais si Londres et Paris s'entendent parfaitement dans la Communauté, celle-ci ne pourra aller que là où Londres et Paris entendent la conduire. C'est en tout cas l'impression que l'on a du côté allemand et italien comme du côté bénéluxien, où l'on finit par se demander si avoir joué les apprentis sorciers apporte plus de bénéfices que d'inconvénients. Peut-être y-a-t-on eu d'ailleurs comme un avant goût - amer - de l'avenir lorsqu'au Conseil, la délégation française a fait savoir, sans y mettre d'autres formes ni commentaires, que la France et la Grande-Bretagne étant d'accord, dans ces conditions ... Il est bien clair - et il est bien certain qu'on le croit ou qu'on le redoute dans les autres Etats, et notamment à Bonn - que l'"entente" franco-britannique se manifestera sous peu dans d'autres domaines. En d'autres termes, les partenaires de Paris sont dans la situation de ceux, qui craignant d'être battus, sont dans l'obligation de se déclarer contents. La "Grande Communauté" si longtemps espérée par les Cinq est proche de sa réalisation. Chacun devrait s'en réjouir. Et pourtant, paradoxe, l'inquiétude commence à naître ici et là.

LES COMMUNAUTÉS AU TRAVAIL

LA NEGOCIATION AVEC LONDRES.- Après être tombés d'accord avec le négociateur britannique, Geoffrey Rippon, sur le rôle de la Livre, les Ministres des Affaires Etrangères et les Ministres des Finances des Six ont poursuivi la préparation des autres problèmes de la négociation : participation anglaise au budget européen et régime à accorder aux produits laitiers néo-zélandais.

- 1°) Financement. L'accord n'est plus tellement lointain. Entre les propositions "extrêmes" de l'Italie (5,2 - 5,7 %) et de la France (10,2 - 11,4 %) - c'est-à-dire du simple au double - la Commission a proposé pour la première année de la période de transition 8 à 9 %. Au terme de la période de transition, c'est-à-dire la cinquième année (en partant d'une base de référence théorique de 19 % sur laquelle tout le monde est d'accord, puisque c'est la part PNB britannique), on aboutirait à un chiffre de contribution proche de 20 %. Deux années de "correctifs post transitoires" pourraient ensuite être accordés, si nécessaire, à la Grande-Bretagne. Tout laisse supposer que l'accord des Six se fera sur la proposition de la Commission, ou peut-être légèrement au-dessus, pour arriver ensuite avec la Grande-Bretagne à un chiffre de l'ordre de 7,5 % la première année.

- 2°) Nouvelle Zélande. Malgré un assouplissement - encore un - de la position française, la négociation sera sans doute beaucoup plus difficile dans ce domaine. Paris a accepté d'allonger d'un ou deux ans la période de transition initialement prévue pour cinq ans. Mais la délégation française a bien souligné qu'à la fin de ce délai, la préférence devrait être réduite à zéro. C'est apparemment un système trop rigide pour les Britanniques. Reste à savoir si ne figurera pas dans le "paquet", pour permettre un nouvel assouplissement français, la taxation des matières grasses végétales après laquelle Paris court depuis des années.

- 3°) Par ailleurs, Geoffrey Rippon, comme c'était prévu, a posé au niveau ministériel le problème des produits de la pêche. La Grande-Bretagne entend que les eaux côtières anglaises soient réservées aux pêcheurs nationaux. L'Irlande et la Norvège ont d'ailleurs fait la même demande, le premier pays réclamant même plus : tout simplement une renégociation complète du Règlement communautaire.

Tels seront les trois points essentiels de la Conférence des 21 et 22 juin. Mais personne n'imagine que les discussions puissent maintenant ne pas aboutir, ... surtout si, finalement, la technique de

négociation (comme on a pu s'en rendre compte pour le sucre et la Livre sterling) consiste à repousser les problèmes en 1973, ou plus tard, pour ne les aborder qu'une fois la Communauté effectivement élargie.

OFFRES EUROPEENNES AUX ETATS-UNIS. - Au nom des Six, la Commission a fait un "geste" vis-à-vis des Etats Unis dans quatre secteurs agricoles qui préoccupent particulièrement les milieux économiques et politiques de Washington (volailles, oranges, tabac et saindoux) au cours des conversations qui se sont déroulées à Bruxelles entre Rolf Dahrendorf, membre de la Commission responsable des affaires extérieures, et Nathanael Samuels, sous Secrétaire d'Etat à l'économie. Ces offres, la Communauté les déclare "unilatérales" et inconditionnelles, c'est-à-dire qu'elle les appliquera de toute façon et qu'elle ne veut pas en négocier. L'objectivité veut que l'on précise malgré tout que deux d'entre elles sont "conditionnelles".

- 1°) Volailles. La CEE accepte de réduire ses restitutions à l'exportation vers des pays du continent américain, de l'Océanie ou de l'Est du Golfe Persique, "étant entendu" que les Etats-Unis feront de même pour la Suisse et la Grèce ...

- 2°) Saindoux. C'est le marché anglais qui fait l'objet d'une guerre de subventions CEE-USA. Les Six acceptent de diminuer leurs restitutions, "étant entendu" toujours que Washington réduira également les siennes.

- 3°) Tabac. Le "geste" de la CEE consiste à affirmer à Washington que ses craintes quant au niveau des exportations américaines vers le Marché Commun (du fait du Règlement communautaire) ne sont pas fondées, mais que si des difficultés apparaissaient réellement elles pourraient faire l'objet de discussions.

- 4°) Oranges. La CEE diminuera ses droits de douane de 15 % à 8 % unilatéralement. Mais, comme on le sait, les droits de douane ne sont pas déterminants dans la réglementation communautaire. En outre, cet abattement ne sera pratiqué que 4 mois par an (de juin à septembre) - hors saison, disent les américains.

Le sous-Secrétaire Samuels n'a pas accepté cette dernière offre, la seule réelle au demeurant. Il attend pour le faire d'enregistrer quelques "réactions" aux Etats-Unis. Quoiqu'il en soit, en prenant ainsi l'initiative des opérations et en soulignant le geste "politique" qu'elle accomplit pour améliorer le climat de ses relations commerciales avec les Etats-Unis, la Communauté a indéniablement mis Washington dans l'embarras. Les concessions sont minimales, bien inférieures évidemment à ce que souhaitent les Américains qui, pourtant, peuvent difficilement refuser. Et la Communauté entend bien que son "geste" soit suivi - bien sûr, il n'y a pas théoriquement, de marchandage - d'un geste similaire des Etats-Unis, par exemple en

ce qui concerne les textiles et les chaussures qui, préoccupent beaucoup les exportateurs italiens (l'Italie assumant, avec le tabac et les oranges, la plus grande part des "concessions" de la CEE).

Par ailleurs, les deux délégations, en laissant pour une fois de côté les luttes théologiques sur le protectionnisme des uns et des autres, se sont préoccupées de rechercher dans quels secteurs la coopération pourrait être renforcée. Elles ont choisi les conséquences commerciales des législations adoptées pour protéger l'environnement. Il est vrai que telle disposition prise aux Etats Unis, par exemple dans le domaine de la pollution atmosphérique, peut avoir des conséquences pour les exportations européennes d'automobiles. Pour prévenir de telles conséquences, Washington et Bruxelles vont s'efforcer d'arrêter une procédure lors d'une réunion prévue pour le mois d'octobre.

Enfin, MM. Samuels et Dahrendorf ont évoqué un certain nombre de problèmes, dont ceux que posent l'élargissement du Marché Commun et la constitution - qu'on le veuille ou non - d'un grand bloc commercial lié à la Communauté élargie. Le représentant de la Commission a longuement expliqué que la Communauté n'agit pas par "anti-américanisme". Son interlocuteur l'a évidemment compris, mais ceci ne change rien à cela. M. Samuels reste persuadé que la création d'une vaste zone de libre échange européenne (Communauté élargie, plus pays de l'ancienne AELE) aura certainement des conséquences négatives sur le commerce international. L'essentiel, pour lui, est que ces conséquences soient de courte durée et que la situation ainsi créée ne soit qu'une étape vers une libéralisation complète des échanges internationaux. On ne pouvait annoncer plus clairement la grande négociation commerciale internationale, dont on vient de poser, à l'OCDE, le premier jalon.

C'est visiblement à cette négociation que l'on se prépare des deux côtés. Le geste de la Communauté, pour réduit qu'il soit, le geste qui devrait s'ensuivre du côté américain ont pour ambition de nettoyer le terrain de toute une série de difficultés sectorielles et limitées qui l'encombrent, afin que s'engage dans les meilleures conditions possibles le nouveau "round".

REUNION DES MINISTRES DES FINANCES. - Les Ministres des Finances et des Affaires économiques ont trois problèmes à l'ordre du jour de leur réunion du 15 juin.

- 1°) Politique économique à court terme : depuis de longues années, les Six procèdent à la coordination de leurs politiques conjoncturelles. Mais l'exercice devient maintenant plus contraignant en raison des dispositions du plan d'Union économique et monétaire. La discussion se déroulera sur la base d'un memorandum de la Commission (voir notre n° 616). Elle est d'autant plus nécessaire que la Communauté se trouve confrontée à une très forte inflation des

prix et des coûts. Aucune Union monétaire ne pourrait se construire sur une situation aussi malsaine.

- 2°) Concertation budgétaire. C'est la première discussion des Six dans ce domaine, toujours en raison du plan d'Union économique et monétaire. Il s'agit, au cours de cette session, d'avoir un premier échange de vues au moment où, dans chaque capitale, on prépare les budgets de 1972. C'est en octobre que les Ministres arrêteront en commun les grandes masses de leurs budgets.

- 3°) Plan "anti-spéculation". Le paragraphe 3 de la décision du 9 mai dernier sur la flottaison du mark et du florin imposait avant le 1er juillet une discussion du Conseil sur les mesures propres à décourager les entrées massives de capitaux spéculatif et à supprimer leurs effets sur la situation monétaire intérieure de la CEE. Le Comité des gouverneurs des banques centrales s'est réuni à Bâle les 12 et 13 juin, et il doit faire part au Conseil de ses conclusions sur les suggestions émises le 9 mai par la Commission. Ce n'est qu'après avoir entendu les Ministres eux-mêmes s'exprimer que la Commission envisageait de faire des propositions formelles, de telle sorte qu'un nouveau Conseil puisse, le cas échéant, se réunir avant la fin du mois.

MAURICE SCHUMANN DEVANT LE PARLEMENT EUROPEEN.- Le Ministre Français des Affaires Etrangères et Président en exercice du Conseil des Six a participé la semaine dernière à la réunion du Parlement Européen à Strasbourg, et a présenté un rapport sur l'activité de la Communauté.

A propos du renforcement de la coopération politique entre les Six, il a notamment souligné que "la coopération politique ne compte guère plus de six mois d'existence et, dans cette courte période, qui a été pour une large part une période de mise en place et de rodage, le plus important nous a paru être de prouver le mouvement en marchant, c'est-à-dire de commencer pratiquement à travailler sur des sujets concrets". Constatant que les mécanismes de coopération politique fonctionnent maintenant normalement, M. Schumann a déclaré : "si l'on se réfère à l'impuissance que nous avons longtemps connue, au scepticisme qui s'est parfois manifesté, c'est là un progrès qui mérite d'être souligné".

PROGRAMMES PLURIANNUELS DE RECHERCHE SUR LA FUSION THERMONUCLEAIRE ET LA BIOLOGIE.- Ces programmes, qui viennent d'être approuvés à l'unanimité par le Comité des Représentants permanents, seront adoptés prochainement, sans débat, par le Conseil. L'Euratom, qui se contente depuis 1967 de rallonges annuelles à ses budgets, se trouvera donc prochainement doté de programmes d'une durée de cinq ans pour des domaines considérés comme particulièrement importants.

Les objectifs de la recherche sur la fusion thermonucléaire, quoique lointains, n'en revêtent pas moins une importance toute particulière pour l'évolution future de l'approvisionnement de la Communauté en énergie, puisqu'il s'agit précisément d'arriver à la production d'énergie électrique à des prix compétitifs grâce à l'exploitation des réactions de fusion nucléaire. Par rapport aux réacteurs fondés sur la fission, les réacteurs thermonucléaires présenteront notamment les avantages suivants : abondance de la matière première, puisque la deutérium est présent en quantités importantes dans les mers; absence de risques pour l'environnement, car le combustible se trouve en quantité limitée dans le réacteur et est renouvelé continuellement; risque de pollution radioactive très affaibli par rapport aux réacteurs à fission; absence de production de matières fissiles susceptibles d'être détournées à des fins non pacifiques.

Le programme en cause, entièrement intégré, englobe la quasi totalité des actions développées par les Etats membres dans le cadre d'un plan coordonné appelé à se réaliser, comme par le passé, sur la base de contrats d'association avec la Communauté. Il comporte en outre l'engagement de poursuivre la coopération jusqu'à la construction en commun de prototypes éventuels en vue de leur industrialisation. Pour sa réalisation, il est prévu une dotation communautaire d'Uc 46,5 millions, qui pourra être augmentée afin de permettre le financement des investissements apparaissant nécessaires au cours des quatrième et cinquième années d'exécution. Cet apport financier est principalement destiné à couvrir la participation de la Commission aux investissements en équipements lourds et au frais de fonctionnement des laboratoires associés, ainsi qu'à faciliter la mobilité des personnels entre les différents laboratoires de la Communauté. Si l'on ajoute à ce montant les contributions nationales, on arrive à des dépenses totales de l'ordre d'Uc 185 millions, échelonnées au cours des cinq prochaines années dans le domaine de la fusion thermonucléaire contrôlée.

Dans le domaine de la Biologie et de la protection sanitaire, le Programme couvre essentiellement l'étude des risques liés au rayonnement afin de permettre l'établissement des normes de sécurité, c'est-à-dire des limites admissibles d'irradiation des individus, des populations ou des travailleurs nucléaires. Cette étude portera sur les mécanismes de contamination de l'homme et du milieu, les effets des rayonnements sur la matière vivante (effets héréditaires) ainsi que sur les méthodes et l'instrumentation des mesures de doses d'irradiation. Les recherches s'effectueront sous le couvert de contrats d'association avec les différents instituts nationaux. Cependant une centaine d'agents de la Commission y participeront. La dotation financière communautaire s'élèvera à Uc 17,335 millions pour les cinq années.

En même temps que ces deux programmes communs, c'est-à-dire comportant la participation de tous les pays membres, les Représentants permanents ont également approuvé un programme complémentaire portant sur l'adaptation des techniques nucléaires à l'agriculture et à la médecine. La République Fédérale, l'Italie et les Pays-Bas seront les seuls partenaires de cette action, pour laquelle un budget d'Uc 5,6 millions est prévu.

Il a fallu au Groupe des experts atomiques et au Comité des Représentants permanents de très nombreuses réunions pour parvenir à un accord unanime, bien que, dès le début, toutes les délégations aient reconnu l'intérêt du Programme préconisé par la Commission et l'opportunité de son adoption rapide, tout retard étant de nature à compromettre la position très favorable que les recherches communautaires - notamment dans le domaine de la fusion thermonucléaire contrôlée - occupe par rapport aux autres nations, et surtout les Etats-Unis.

E U R O F L A S H

- P. 20 - ASSURANCES - Allemagne: DELTA-LLOYD installe une direction centrale à Aix-la-Chapelle; Etablissement de liens financiers entre OLK-OFFENBACH et DEUTSCHE BEAMTEN-VERSICHERUNG. France: STE D'ASSURANCES DE RISQUES INDUSTRIELS est filiale de FINACOR; CENTRE TECHNIQUE D'ASSURANCES GENERALES appartient à DASSAULT.
- P. 21 - BATIMENT & TRAVAUX PUBLICS - Allemagne: FIWA-BAUTECHNIK est d'origine yougoslave; Association WÜSTENROT/ROBERT BOSCH. Australie: BREDERO se défait de ses intérêts dans LEND LEASE CORP. Belgique: ARTOX-BELGIQUE est à capital néerlandais; Création de SEGRIM. Pays-Bas: KON. NED. HEIDEMIJ. prend 50 % dans une filiale de NEDERHORST.
- P. 22 - CHIMIE - Allemagne: Coopération STRUYCK N.V./BUBACH & ZIRRGIEBEL. Belgique: Association SOLVAY/LAPORTE INDUSTRIES dans INTEROX. France: JOINTEX ouvre une succursale à Pontoise/Val d'Oise; Un apport de AKZO à STE DES ENCREES OGE; C.F.P. et SNPA prennent 40 % dans USINE DE LA SEIGNEURERIE; Concentration au profit de DOCKS DES ALCOOLS; SOGEMARIC est filiale de PEPRO. USA: Une licence LA CELLOPHANE pour GENERAL ELECTRIC.
- P. 24 - COMMERCE - Allemagne: Concentration EDEKA ZENTRALE/REWE ZENTRALE. France: ACIFIDEX ouvre une succursale à Paris; VAPRA est à capital néerlandais; JAGMEAT est filiale de J.A. GOLDSCHMIDT. Suisse: POMONA ouvre une succursale à Castagnola/Lugano.
- P. 26 - CONSEIL ET ORGANISATION - Allemagne: POLYDATA est à capital suisse. Grande-Bretagne: ORES s'installe à Londres. Japon: Les intérêts d'ORES dans INTERNATIONAL MARKETING. Pays-Bas: Association germano-néerlandaise dans F.H. GOTTFELD-NEDERLAND.
- P. 27 - CONSTRUCTION AERONAUTIQUE - France: Les accords SNIAS/PIPER AIRCRAFT.
- P. 27 - CONSTRUCTION ELECTRIQUE - Allemagne: GUSTAV BENZ BEWA passe sous le contrôle de EMERSON ELECTRIC; L'AIR CONDITIONNE s'installe à Francfort. Autriche: MEGATRON G. KULLICK & C° s'installe à Salzburg. France: MOBILGRADISCA MG FRANCE est à capital italien. Italie: THOMSON-CSF développe COMELEC MULTITELE. Pays-Bas: ANIXTER BROS. s'installe à Rotterdam.
- P. 29 - CONSTRUCTION MECANIQUE - Allemagne: KENT-MOORE ouvre une succursale à Mannheim; Dissolution de ESCHER WYSS-COUTINHO CARO MANAGEMENT. Belgique: LUDWIG-OFAG s'installe à Liège; ADVERTYPE est à capital allemand. France: POLLARD BALL & ROLLER BEARING ferme sa filiale WHITEHOUSE INDUSTRIES FRANCE; Concentration au profit de BRAMP-

TON-RENOLD; Option FIAT sur une licence SEDAM; Création de RENAULT-MARINE-COUACH; Concentration AEQUITAS/CHARLES TESTUT au sein de ARTOIS ELECTROMECHANIQUE. Italie: GROVE VALVE & REGULATOR s'installe à Paris. Pays-Bas: Les accords SAVIEM/EURO TRUCK IMPORT. Suisse: NAUTIC est à capital allemand.

- P. 31 - CUIR ET CHAUSSURE - USA: NOUVELLE ANDRE se défait de ses intérêts dans TRENDSETTER FOOTWEAR.
- P. 32 - EDITION - Allemagne: Association germano-suisse dans ALLMEDIA FERNSEH-ALLIANZ PRODUKTIONS; KONRADIN-VERLAG prend le contrôle d'INDUSTRIE-VERLAG VON HERNHAUSEN; ZEIT-VERLAG reprend un hebdomadaire à GRUNER & JAHR.
- P. 32 - ELECTRONIQUE - Allemagne: IKEGAMI TSUSHINSKI ferme sa filiale de Düsseldorf. Belgique: EUROPEAN INFORMATION SYSTEMS-EIS s'installe à Bruxelles.
- P. 33 - ENGINEERING - Allemagne: COMPREHENSIVE DESIGNERS s'installe à Francfort. Espagne: Association franco-espagnole dans TERMINALES QUIMICOS. France: SCHLUMBERGER prend le contrôle de FOREX; LEHNHOFF est à capital allemand. Pays-Bas: Association néerlandaise-américaine dans COMMONWEALTH.
- P. 34 - FINANCE - Allemagne: WESTDEUTSCHE LANDESBANK GIROZENTRALE réorganise MITTELREINISCHE BANK; Coopération DEUTSCHE GENOSSENSCHAFTSKASSE/BERLINER-HANDELSGESELLSCHAFT-FRANKFURTER BANK. France: CRISTINA SECURITIES ouvre une succursale à Paris; Les fondatrices de GIPADE. Italie: BANCO DI NAPOLI adhère à l'accord liant ISTITUTO BANCARIO DI TORINO/MONTE DEI PASCHI DI SIENA/BANCO DI SICILIA. Luxembourg: EUROPACO MANAGERMENTS est à capital américain. Nouvelle Calédonie: STE GENERALE ouvre une agence à Nouméa. Pays-Bas: BANK MEES & HOPE prend le contrôle de KINGMA'S BANK; CALIFORNIA SECURITIES INTERNATIONAL s'installe à Amsterdam; Création d'AMSCREDIET TRUST.
- P. 36 - INDUSTRIE ALIMENTAIRE - Allemagne: DE WINGERD N.V. s'installe à Echterdingen. Belgique: "BONDA ROTTERDAM" réorganise ses intérêts à Zwijndrecht. France: Association franco-américaine dans ATLANTIQUE DE MARICULTURE. Italie: MERIDIONALE FINANZIARIA prend 50 % dans STAR STABILIMENTO ALIMENTARE; Constitution définitive de la filiale de BROWN'S LED BREST. Pays-Bas: GELO devient indirectement membre du groupe HEINEKEN'S; Coopération "FRIESLAND"/FRICO.
- P. 38 - METALLURGIE - Allemagne: Association germano-britannique dans CONRAD SCHOLTZ BTR. France: POTTERTON ouvre une succursale à Paris. Pays-Bas: STEELMET renonce à ses visées sur J.A. MAGNUS; Négociations BILLITON/STOKVIS. USA: OREMCO est filiale de HOOGOVENS.

- P. 39 - MINES - France: DENISON MINES ferme CIE FRANCAISE D'AGREGATS & DE MATERIAUX.
- P. 39 - PAPIER - Allemagne: VON STARCK & C° passe sous le contrôle de SWAMIJ-KOVERTO. France: Rapprochement AUSSEDAT-REY/PAPETERIES DE FRANCE.
- P. 40 - PARFUMERIE - Grande-Bretagne: PARFUMS CHRISTIAN DIOR s'installe à Londres. Pays-Bas: LORIMONT se donne une filiale de cosmétiques.
- P. 40 - PETROLE - Iran: Association irano-franco-japonaise à Téhéran.
- P. 41 - PHARMACIE - Belgique: CORTIAL fusionne ses deux filiales de Bruxelles.
- P. 41 - PLASTIQUES - Pays-Bas: FUSION RUBBERMAID prend le contrôle absolu de VAESSEN-SCHOEMAKER RUBBERMAID; Création de AKZO PLASTICS.
- P. 42 - PUBLICITE - Allemagne: HAVAS fusionne ses filiales de Francfort. Belgique: Les accords AGAB/TRÈMA-TECHNIQUES & REALISATIONS DE MARKETING; EUROPEAN TRADING & AFRICAN prend 18 % dans MENS CONSEILS DDI. France: BAIN DOUGLAS ASSOCIATES ouvre une succursale à Paris.
- P. 43 - TEXTILES - Allemagne: VAN HAPPEN & VERVOORT est à capital belge, et SCHAGUWA ORIENTTEPPICHHANDEL à capital iranien. France: ALLIED CHEMICAL prend le contrôle de PARISIENNE D'ACCESSOIRES AUTOMOBILES KLIP-PAN; IMBELCO s'installe à Paris. Italie: GADGING ITALIA est à capital français. Pays-Bas: SCHULTE & DIECKHOFF négocie la prise du contrôle de TRICOBEST.
- P. 44 - TOURISME - Belgique: HOTELIERE DE DIEGEM-AEROPORT est filiale de NOVOTEL HOLDING. Pays-Bas: LEISURE INTERNATIONAL (NEDERLAND) appartient à INTERNATIONAL DISTILLERS & VINTNERS. USA: Prochaine ouverture d'une agence par GOLDEN TULIP HOTELS.
- P. 44 - TRANSPORTS - Allemagne: Association HANIEL/VEBA dans CHEMTRANS. Belgique: INTERNATIO-MÜLLER fusionne deux filiales à Anvers. Pays-Bas: Les accords HANSETAINER CONTAINER & SEE-VERKEHRS/VINKE & C°. Sénégal: Les intérêts de RENAULT et de SAVIEM dans SOTRAC.
- P. 45 - DIVERS - Allemagne: ELDON INDUSTRIES (jouets, armes) s'installe à Fürth.
-

AMEUBLEMENT

(617/20) L'entreprise allemande de meubles de bureau et de classement BBP KUNSTSTOFFWERK MARBACH AN BAIER & C° KG (Marbach) a participé pour 45 % à la création en France de la société DIFFUSION EUROPEENNE DE MATERIEL D'ORGANISATION-DEMO Sarl (Neuilly/Hts-de-Seine) au capital de F. 100.000, chargée de la commercialisation de ses fabrications. Elle y a pour associés M. Gérard Sinelle (gérant) avec 10 % et Melle Nicole Bahrmann (Boulogne/Hts-de-Seine) avec 40 %.

ASSURANCES

(617/20) Le groupe d'assurances d'Amsterdam DELTA LLOYD VERZEKERINGSGROEP N.V. (cf. N° 613 p. 23) a doté sa filiale "accidents et dommages" DELTA-LLOYD SCHADEVERZEKERING N.V. d'Amsterdam (anc. SCHADEVERZEKERINGSGROEP NEDLLOYD N.V. - cf. N° 519 p. 18) d'une direction centrale pour la République Fédérale à Aix-la-Chapelle, placée sous l'autorité de MM. Reimer Schmit, Helmut Gies, Kurt Runte et Albert Schmitz.

(617/20) Animé par MM. Pierre Schwed, Jacques Sides et Robert Vaucher, l'établissement financier FINACOR SA de Paris (cf. N° 602 p. 27) s'est donné - à travers sa filiale de gestion financière GESTION & PARTICIPATIONS FINACOR SA (étroitement liée à la STE FINANCIERE DU CAMBODGE SA et à sa filiale GESTION & INVESTISSEMENTS FRANCO-KHMERS Sarl) - une filiale d'assurances, STE D'ASSURANCES DE RISQUES INDUSTRIELS-SARI SA (capital de F. 5 millions), que préside M. R. Vaucher.

FINACOR (capital de F. 5 millions), spécialiste d'opérations financières internationales (notamment en euro-devises), possède de nombreux intérêts à l'étranger : FINACOR AMSTERDAM N.V., FINACOR ITALIANA SpA de Rome, INTERACOR GmbH de Munich, EXCHANGE LINK Ltd de Londres, MONECOR STE FINANCIERE SA de Genève, MONECOR INC. de New York, etc .

(617/20) Compagnie de portefeuille du groupe DASSAULT (cf. N° 605 p. 21), la STE CENTRALE D'ETUDES & D'INVESTISSEMENTS Sarl de Cannes/Alpes Mme (cf. N° 603 p. 26) a constitué à Paris la société CENTRE TECHNIQUE D'ASSURANCES GENERALES SA (capital de F. 1 million), chargée, sous la présidence de M. Robert Bing, de conclure et gérer tous les contrats d'assurances du groupe.

(617/21) Un accord de coopération assorti de liens financiers a été négocié en République Fédérale entre les compagnies OLK-OFFENBACH-LICHTERFELDER KRANKENKASSE VVaG VON 1899 (Offenbach) et DBV-DEUTSCHE BEAMTEN -VERSICHERUNG de Wiesbaden (cf. N° 608 p. 14) : la filiale "Vie" de la première, OFFENBACH-LICHTERFELDER KASSE LEBENSVERSICHERUNGSVEREIN aG (capital de DM 4 millions), transformée en société anonyme (AG), aura désormais son contrôle partagé 55/45 entre les sociétés "Maladie" OLK-KRANKEN et "Vie" DBV-LEBEN. En revanche, cette dernière détiendra une participation de 26 % dans la filiale OLK-SACH AG-OFFENBACH-LICHTERFELDER KASSE ALLGEMEINE VERSICHERUNG de la compagnie d'Offenbach.

BATIMENT & TRAVAUX PUBLICS

(617/21) Le groupe de génie civil d'Utrecht VERENIGDE BEDRIJVEN BREDERO N.V. (cf. N° 600 p. 28) s'est défait au profit du groupe d'assurances de Londres NATIONAL PROVIDENT INSTITUTION FOR MUTUAL LIFE ASSURANCE de sa participation de 10,5 % - à travers la filiale de Londres BASIL INVESTMENTS Ltd (cf. N° 109 p. 21) - dans la compagnie australienne de financement immobilier LEND LEASE CORP. Ltd (Sydney).

(617/21) Les intérêts yougoslaves qui ont créé dernièrement à Munich la firme d'importation et vente d'aciers pour bâtiment et charpentes FIWA STAHLBAU GmbH (cf. N° 610 p.33) y ont également installé l'entreprise de construction et montage FIWA-BAUTECHNIK GES. FÜR HOCH- & TIEFBAU ALLER-ART mbH (capital de DM 100.000), dont les gérants sont MM. Kolatacz Julek (Munich) et Rebeti'c Kresimir (Zagreb).

(617/21) La firme néerlandaise de négoce de matériaux de construction ARTOX N.V. (Laren) s'est donnée à Bruxelles une filiale à 50 %, ARTOX-BELGIQUE SA (capital de FB 1 million), que préside M. Johannes Lettinga et dirige M. Frederic Van Honche (actionnaire pour le solde).

(617/21) Licenciée de la firme d'engineering mécanique pour chauffage central STRAMAX AG de Zurich (cf. N° 555 p. 22), l'entreprise belge EXPLOITATION D'INSTALLATIONS THERMIQUES-E.I.T. SA (Molenbeek-St-Jean) a participé pour 30 % à la création à Schaerbeek-Bruxelles d'une affaire d'entretien, réparation et amélioration immobiliers, SERVICES, ENTRETIEN & GARANTIES DE TOUS REVETEMENTS AUX IMMEUBLES-SEGRIM SA (capital de FB 2 millions), où elle est associée à MM. Emile Demarat (président), P. Genicq (directeur) et Jacques Delens pour respectivement 30 %, 10 % et 30 %.

(617/22)

Un accord de coopération portant sur la construction et l'équipement complet de logements économiques préfabriqués a été négocié en République Fédérale entre le groupe de construction électrique ROBERT BOSCH GmbH de Stuttgart (cf. N° 604 p. 25) et le groupe d'épargne logement et de construction WÜSTENROT (cf. N° 571 p. 37).

Cet accord sera matérialisé par la création à Stuttgart d'une filiale commune STRUKTURBAU BOSCH & WÜSTENROT GmbH & C° KG (fonds de commandite de DM 10 millions), dont le centre d'exploitation se trouvera à Karlsruhe et qui sera opérationnelle en 1973. La part du groupe WÜSTENROT y sera portée par sa filiale spécialisée HAUSBAU WÜSTENROT GmbH de Ludwigsburg (cf. N° 550 p. 33).

(617/22)

Les groupes néerlandais de génie civil VERENIGE BEDRIJVEN NEDERHORST (NEDERHORST UNITED) N.V. de Gouda (cf. N° 606 p. 23) et KON. NED. HEIDEMIJ N.V.-K.N.H.M. d'Arnhem (cf. N° 589 p. 20) ont resserré leurs liens avec la prise par le second d'un intérêt de 50 % dans la filiale N.V. WEGENBOUMIJ. NEDERHORST- v/h DE ZANDPAAL de Papendrecht (cf. N° 505 p. 20) du premier.

Les deux groupes sont associée à parité à Utrecht dans la firme d'engineering et technique de lutte contre les nuisances TECHNISCH BUREAU MILIEUBEHEER N.V. de création récente, ainsi que dans la compagnie de sondage et prospection des sols FUGRO N.V. de Leidschendam (cf. N° 585 p. 17). Ils le sont également - en association avec le groupe PAKHOED HOLDING N.V. de Rotterdam (cf. N° 615 p. 35) - dans les compagnies REKENCENTRUM VOOR ADMINISTRATIE, EFFICIENCY & TECHNIEK-R.A.E.T. N.V., POLYAD N.V. et EXPLOITATIE MIJ. "TORENHOED" N.V. Par ailleurs le second détient une participation de 50 % dans l'entreprise de construction de stades, gymnases, écoles, etc ... SLEUTELBOUW N.V. de Rotterdam (cf. N° 559 p. 21), en association pour le solde avec la filiale paritaire MUWI-BEHEER N.V. de NEDERHORST et de PAKHOED.

CHIMIE

(617/22)

La coopération nouée fin juin 1970 dans le secteur des produits peroxydés (cf. N° 556 p. 20) pour désinfectants, agents de blanchiment, insecticides, cosmétiques, etc ... entre les groupes britannique LAPORTE INDUSTRIES Ltd (cf. N° 587 p. 23) et belge SOLVAY & CIE SA (cf. N° 603 p. 16) s'est renforcée avec la création à Ixelles-Bruxelles de la société INTEROX SA (capital de FB 230 millions), à laquelle la fondatrice belge a apporté son complexe de perborate de soude et peroxyde d'hydrogène de Jemeppe-sur-Sambre.

SOLVAY, qui partage le contrôle de la nouvelle affaire - dont MM. P. Fastre, D. Fastrez, D.H. Cutler et J.R. Watts-Morgan sont administrateurs - avec ses filiales SELS & PRODUITS CHIMIQUES-SELCHIM SA (Ixelles), VENILIA SA (Anderlecht), BAP-BENELUX SA (Ixelles) et SOLVIC SA (Ixelles), y a immédiatement rétrocédé la moitié de sa participation au partenaire britannique, et il s'apprête à en faire autant pour les firmes de Rotterdam NATRONCHEMIE N.V. (cf. N° 514 p. 31) et de Rossignano PERSOLA SpA (cf. N° 602 p. 18), transformées respectivement en INTEROX CHEMIE N.V. et INTEROX CHIMICA SpA.

(617/23) L'entreprise de joints d'étanchéité et peintures dures étanches JOINTEX SA de Zurich (capital de FS 75000) a ouvert en France (Pontoise/Val d'Oise) une succursale placée sous la direction de M. Jean Bohic.

5617/23) Filiale quasi absolue du groupe RHONE POULENC SA, la compagnie LA CELLOPHANE SA de Paris (cf. N° 527 p. 33) a accordé au groupe de New York GENERAL ELECTRIC C° (cf. N° 616 p. 20) la licence de ses films de polypropylène destinés à la fabrication de condensateurs de puissance.

(617/23) Membre à Paris du groupe néerlandais AKZO N.V. (Arnhem) à travers sa filiale d'Amsterdam AKZO COATING N.V. (cf. N° 610 p. 18), la manufacture de peintures, pigments, encres, vernis, etc ... ASTRAL-STE DE PEINTURES, VERNIS & ENCRE D'IMPRIMERIE SA (cf. N° 597 p. 18) s'apprête à apporter son Département "encres d'imprimerie Milori" (anc. STE DES COULEURS MILORI SA de Montreuil-sous-Bois/Seine-St-Denis, absorbée en 1962 - cf. N° 168 p. 18) à la STE DES ENCRE OGE de Malakoff/Hts-de-Seine (anc. ETS OGE & GAUGER Sarl).

(617/23) Un accord de coopération réciproque dans le domaine des colles et produits adhésifs a été conclu entre la filiale STRUYCK N.V. (Zutphen) du groupe AKZO (cf. supra) et la firme BUBACH & ZIRRGIEBEL oHG de Berlin et Hambourg.

(617/23) Les liens unissant les compagnies TOTAL CHIMIE SA, membre du groupe C.F.P.-CIE FRANCAISE DES PETROLES SA (cf. N° 613 p. 37), et S.N.P.A.-STE NATIONALE DES PETROLES D'AQUITAINE SA, membre du groupe ERAP-ENTREPRISE DE RECHERCHES & D'ACTIVITES PETROLIERES SA (cf. N° 613 p. 37) - au sein notamment de deux filiales paritaires, AQUITAINE ORGANICO SA (Courbevoie/Hts-de-Seine) et POLYPAPIER SA de Paris (cf. N° 598 p. 33) - ont été renforcés avec la prise en commun d'une participation de 40 % dans l'entreprise de peintures pour le bâtiment USINE DE LA SEIGNEURERIE SA (Bobigny/Seine-St-Denis).

Celle-ci, qui emploie 530 personnes dans ses cinq usines (à son siège, à Genlis/Côte d'Or, Dakar/Sénégal, Abidjan/Côte d'Ivoire et Douala/Cameroun), a réalisé en 1970 un chiffre d'affaires de F. 90 millions.

(617/23) La société de transformation et vente d'alcools industriels et ménagers DOCKS DES ALCOOLS, CARBURANTS & LUBRIFIANTS SA de La Plaine-St-Denis/Seine-St-Denis (cf. N° 327 p. 30) a porté son capital à F. 6 millions pour avoir absorbé son homologue L. HANNEBICQUE & FILS SA (Arras).

DOCKS DES ALCOOLS appartient au groupe CIE FRANCAISE DES PETROLES (cf. supra) à travers TOTAL-CIE FRANCAISE DES DISTRIBUTION SA pour 11 %, CAPIC-CIE AUXILIAIRE DE PLACEMENTS INDUSTRIELS & COMMERCIAUX SA (filiale directe de C.F.R.-CIE FRANCAISE DE RAFFINAGE SA - cf. N° 605 p. 34) pour 25,68 % et LA MOTOLINE SA (filiale de la précédente) pour 10,5 %.

(617/24) La compagnie française PEPRO SA - STE POUR LE DEVELOPPEMENT & LA VENTE DE SPECIALITES CHIMIQUES SA de Lyon (groupe RHONE-POULENC SA à travers PRODUITS CHIMIQUES PECHINEY-SAINT-GOBAIN SA - cf. N° 616 p. 32), qui s'est récemment assurée le contrôle de l'entreprise de produits d'entretien BUHLER-FONTAINE SA de Levallois-Hts-de-Seine (cf. N° 589 p. 24), prépare un regroupement de ses activités "domestiques" avec celles de celle-ci au sein d'une affaire constituée à cet effet, SOGEMARIC SA (capital de F. 100.000), sous la présidence de M. Jean Fougeras.

Désormais présidée par M. Marcel Ballu, BUHLER FONTAINE réalise un chiffre d'affaires annuel de F. 10 millions avec ses produits (agents d'empesage, produits d'entretien de vitres, fours, automobiles, brillants pour métaux) "Curémail" "Bul-Car", "Bul-Four", "Bul-Glass", "Zip Inox", etc ... De son côté PEPRO, dont le chiffre d'affaires annuel atteint F. 315 millions, est notamment connue pour ses insecticides "Catch", désodorisants "Peprop", cires et cirages "Sultane", etc ...

COMMERCE

(617/24) Le groupe de collecte, transport, stockage et distribution en gros de légumes et fruits POMONA-CIE POUR LE COMMERCE INTERNATIONAL DES FRUITS & PRIMEURS SA de Paris (cf. N° 595 p. 34) a ouvert en Suisse (Castagnola/Lugano) une succursale placée sous la direction de M. Roberto Guidoni.

(617/24) L'entreprise d'import-export ACIFIDEX SA de Genève (capital de FS 100.000) a ouvert à Paris une succursale que dirige M. Marcel Oberholzer.

(617/24) Une concentration négociée en République Fédérale entre les groupements d'achats de détaillants alimentaires EDEKA ZENTRALE eGmbH de Hambourg (cf. N° 542 p. 41) et REWE ZENTRALE eGmbH de Cologne (cf. N° 392 p. 21) donnera naissance à une affaire dotée d'une centaine de filiales assurant l'approvisionnement de quelque 45.000 points de vente (25 % du commerce de détail) et réalisant un chiffre d'affaires de DM 16 milliards par an - soit 25 % environ de plus que le groupement de Cologne GEDELFI-GROSSEINKAUF DEUTSCHER LEBENSMITTEL FILIALBETRIEBE GmbH (cf. N° 538 p. 28).

7/25) La firme de négoce international (notamment premières) J.A. GOLDSCHMIDT SA de Paris (cf. N° 613 p. 22), que préside Marc Burgard, s'est donnée une filiale d'import-export de viandes et produits carnés, JAGMEAT SA (Paris) au capital initial de F. 100.000, placée sous la présidence M. Henri Tardivat.

La fondatrice, qui a récemment constitué la société de portefeuille UNION FINANCIERE POUR L'EUROPE & L'AFRIQUE SA (capital de F. 1 million) pour coiffer, sous la présidence de M. Jean Marie Dauzin, l'ensemble de ses intérêts en Afrique, appartient pour 51 % conjointement à MM. H. Tardivat et Jean-Pierre Binet - dont le premier anime la firme d'import-export de denrées tropicales SIFCA FRANCE SA, et le second préside l'entreprise de négoce INTEROCEANIC SA (Le Havre/Seine Mme) ainsi que la STE ARMOR SA de Nantes (papiers carbonés, papiers autocopiants, rubans, stencils, etc ...). Elle est affiliée pour 45 % (ensemble) à la BANQUE ROTHSCHILD SA (cf. N° 615 p. 24), à la BANQUE COMMERCIALE DE PARIS SA (en cours de fusion avec la BANQUE VERNES SA) et à la B.I.A.O.-BANQUE INTERNATIONALE POUR L'AFRIQUE OCCIDENTALE SA.

(617/25) Des intérêts néerlandais portés par M. Reint Tiemen Henkemans (gérants) ont été à l'origine à Paris de la firme VAPRA-VENTE A PRIX REDUITS AUX ABONNES Sarl (capital de F. 20.000), dont l'objet est la vente à bas prix à ses abonnés de tous articles de consommation.

CONSEIL ET ORGANISATION

(617/25) Spécialiste en République Fédérale d'expertise, contrôle, réception de matériels industriels notamment et animée par M. Jürgen Dreher, la société F.H. GOTTFELD, GES. FÜR ZERSTÖRUNGSFREIE WERKSTOFFPRÜFUNG mbH (Cologne) a constitué à Rotterdam la firme F.H. GOTTFELD-NEDERLAND N.V. (capital autorisé de Fl. 250.000), dirigée par M. W.A. Van Leeuwen et où elle a pour associée majoritaire l'entreprise locale N.V. INTERNATIONALE CONTROLE MIJ.-ALGEMENE CONTROLE MIJ. (cf. N° 449 p. 32).

Cette dernière, que dirige M. Jasper Verhage, est le correspondant de la STE GENERALE DE SURVEILLANCE SA de Genève (cf. N° 565 p. 41), elle-même à la tête d'une organisation mondiale de surveillance, échantillonnage, agréage ainsi qu'inspection de marchandises, et comprenant en France la SOCIETE GENERALE DE SURVEILLANCE SA - GENERAL SUPERINTENDANCE C° de Marseille (cf. N° 508 p. 37) avec sa filiale STE MERIDIONALE D'AGREAGE J. & P. BLANC SA (Marseille).

(617/26) Disposant déjà à Genève d'une filiale sous son nom (qui sera prochainement dotée d'une succursale à Zurich), la compagnie ORES SA de Paris (capital de F. 100.000), holding du groupe de recrutement et sélection de cadres industriels et commerciaux qu'anime M. Xavier de Labrusse, a élargi son implantation à l'étranger avec la création : (1) d'une filiale à Londres, ORES INTER Ltd (capital de £ 10.000), en association pour 50 % avec M. Michael I. Webb-Bowen (directeur); (2) d'une affiliée (10 %) à Tokyo, INTERMARK-INTERNATIONAL MARKETING Ltd (capital de ¥ 35 millions), dont les autres actionnaires sont la BANQUE DE L'INDOCHINE SA (cf. N° 615 p. 29) et les groupes de commerce international de Paris CIE OLIVIER SA et DENIS FRERES SA (cf. N° 605 p. 20). Dirigée par M. Jun Yamakawa, celle-ci assurera la prestation de conseils (études de marchés, des circuits commerciaux, etc ...) ainsi que la sélection de cadres japonais pour les entreprises occidentales s'implantant au Japon et elle ouvrira à Paris une succursale chargée, sous la direction de M. Finance (CIE OLIVIER), de recruter du personnel pour les filiales en Europe des entreprises japonaises.

Première affaire française de la branche avec un chiffre d'affaires annuel de F. 5 millions, ORES a cinq filiales à Paris - ORES Sarl, EGOR Sarl, ORFE Sarl (personnel féminin), ORIA-INDUSTRIE-AGRICOLE Sarl (recrutement et placement sectoriel) et PSYCHO-FRANCE Sarl (avec succursales dans 10 villes françaises) - et cinq (sous son nom, chacune au capital de F. 20.000), en province (Lille, Lyon, Marseille, Toulouse, Strasbourg, Bordeaux). Elle prépare la création d'ici la fin 1971 de filiales ORES à Francfort, Bruxelles, Milan, Barcelone et New York - cette dernière, en association paritaire avec un groupe américain de la branche, devant être dirigée par M. Patrick Leclercq. Enfin elle est sur le point de former à Paris, avec l'appui d'un groupe implanté en Afrique, la société AFRI-RESEARCH SA, qui sera opérationnelle sur le continent africain.

(617/26) Créée fin 1969 à Zurich et spécialisée dans les techniques d'organisation et programmation pour automation industrielle, la société POLYDATA AG, qu'anime M. R. Schneider, a installé sous son nom une filiale à Munich (capital de DM 25.000), dirigée par MM. Rolf Schneider, Helmut Zaunschrim et H. Wieneke.

M. R. Schneider est aussi administrateur à Zurich de la firme d'automation AG INSTITUT FÜR AUTOMATION, membre du groupe HEBERLEIN HOLDING AG de Wattwill/St Gall (cf. N° 497 p. 41) et société soeur de la firme HEBERLEIN COMPUTER SERVICE AG (Jona-Rapperswill) - où le groupe SCHWEIZERISCHE REVISIONSGESELLSCHAFT est intéressé pour 25 %.

CONSTRUCTION AERONAUTIQUE

(617/27) Les compagnies aéronautiques SNIAS-STE NATIONALE INDUSTRIELLE AEROSPATIALE SA de Paris (cf. N° 615 p. 17) et PIPER AIRCRAFT CORP. de Lock Haven/Pa. (cf. N° 496 p. 24) ont conclu un accord de collaboration en matière d'études, production et vente d'avions de tourisme et d'affaires ainsi qu'appareils à décollage court.

Dans le cadre de cet accord, SNIAS s'assurera le contrôle de la firme FRANCE AERO SERVICE SA (Toussus-le-Noble/Seine-et-Marne), qui commercialise en France les appareils du partenaire américain, et elle procédera à la dissolution de sa filiale SOCATA-STE DE CONSTRUCTION D'AVIONS DE TOURISME & D'AFFAIRES SA (cf. N° 571 p. 26) pour en faire reprendre les activités par une Division "Aviation générale" à créer.

CONSTRUCTION ELECTRIQUE

(617/27) Le groupe EMERSON ELECTRIC C° de St-Louis/Mo. (cf. N° 571 p. 27) s'est assuré le contrôle en République Fédérale - à travers une nouvelle filiale locale, EMERSON ELECTRIC GmbH - de l'entreprise de thermostats et instrumentation électrique de contrôle des températures, réfrigération et chauffage GUSTAV BENZ BEWA-GERATEBAU & PRAZISIONS-FASSONDREHEREI KG (Wailingen). Celle-ci, qui réalise avec 450 personnes un chiffre d'affaires annuel supérieur à DM 20 millions, verra sa gamme de fabrications élargie aux spécialités du groupe américain.

EMERSON - déjà présent sur le marché allemand avec deux filiales indirectes, RIDGE TOOL GmbH d'Aix-la-Chapelle (cf. N° 565 p. 27) et BROOKS INSTRUMENT-VERTRIEBS GmbH à Düsseldorf (cf. N° 449 p. 21) - possède de nombreux autres intérêts chez les Six (Benelux notamment). En Italie, il détient une participation de 50% dans la société RANCO CONTROLS SpA de Lomazzo/Milano (cf. N° 519 p. 24), elle-même dotée de filiales ou affiliées RANCO à Olgiate Comasco, Versailles/Yvelines, Hockenheim/Baden, etc ...

(617/27) Les hommes d'affaires italiens (Pasiano/Pordenone) Luigi Motto, Rino Cester, Marcello Pitton (gérant) et Teonisto Coral se sont associés à égalité pour former à Paris la firme de négoce de matériels électroménagers et meubles de cuisine MOBILGRADISCA MG FRANCE Sarl (capital de F. 20.000).

(617/28) La société allemande de négoce de gros d'appareillages électriques (professionnels et grand public) MEGATRON G. KULLICK & C° KG (Putzbrunn/Munche) s'est donnée une filiale commerciale en Autriche, MEGATRON G. KULLICK & C° GmbH (Salzburg) au capital de Sh 100.000, dirigée par MM. Peter A. Vizenetz (Putzbrunn) et F. Martitsch (Vienne).

La fondatrice est importatrice et distributrice en République Fédérale de nombreuses firmes américaines de la branche, notamment ATOHM ELECTRONICS C° (Burbank/Cal.), BOSTON INSULATED WIRE & CABLE C° (Boston/Mass.), KELTRON CORP. (Waltham/Mass.), PIC DESIGN CORP. (New York), RCL ELECTRONICS (Irvington/N.J.), VOSK ENGINEERING C° (Upland/Cal.), SERVOTEC INC. (Hawthorne/N.J.), etc.

(617/28) L'entreprise de conducteurs et équipements électriques de connexion et conduction ANIXTER BROS. (Skokie/Ill.) s'est donnée à Rotterdam une filiale commerciale, ANIXTER NEDERLAND N.V. (capital de Fl. 50.000), dirigée par M. H.A. Stout et S. Bradley.

La fondatrice, qui réalise un chiffre d'affaires annuel supérieur à \$ 90 millions, possède une trentaine de filiales industrielles aux Etats-Unis, et deux au Canada (Mississauga/Ont. et Lachine/Quebec).

(617/28) Connue pour ses climatiseurs et unités de traitement de l'air "Airwell", la société française L'AIR CONDITIONNE SA (Chatou/Yvelines) s'est donnée à Francfort une filiale à 50 %, NORMKLIMA-L'AIR CONDITIONNE GmbH & C° KG (capital de DM 100.000), en association pour le solde avec MM. Schweitzer et Schmietel (gérants commanditaires, aux côtés de M. Metz), qui ont fait apport à la nouvelle affaire des actifs industriels de l'entreprise NORMKLIMA GmbH (Francfort).

La fondatrice, qui emploie 800 personnes dans ses usines à son siège, à Tillières-sur-Avre/Eure et à Madrid (AIRWELL ESPANOLA SA) et réalise un chiffre d'affaires annuel de l'ordre de F. 80 millions, a par ailleurs conclu avec les groupes SIEMENS AG de Berlin et Francfort (cf. N° 616 p. 25) et ROBERT BOSCH GmbH de Stuttgart (cf. N° 609 p. 21) des accords pour la fourniture à ceux-ci de climatiseurs modifiés pour convenir au marché allemand - semblables à ceux qui la lient déjà aux compagnies BUDERUS'SCHE EISENWERKE de Wetzlar (groupe FRIED. FLICK - cf. N° 606 p. 21), WESTINGHOUSE ELECTRIC C° de New York (cf. N° 616 p. 20), TUNZINI-AMELIORAIR SA de Paris (cf. N° 614 p. 19) et STE GENERALE DE FONDERIE SA de Paris (cf. N° 591 p. 43).

(617/28) Filiale à 70 % en Italie du groupe THOMSON CSF SA de Paris (cf. N° 616 p. 25), la compagnie COMELEC MULTITELE SpA (Agnani) a entrepris la construction à son siège d'une usine de circuits électriques imprimés sous licence de sa compagnie-soeur française OREGA-CIFTE SA de Courbevoie/Hts-de-Seine (cf. N° 602 p. 25).

CONSTRUCTION MECANIQUE

(617/29) Membre du groupe WALWORTH C° (Oakland/Cal.), l'entreprise de vannes, valves et régulateurs de pression pour fluides GROVE VALVE & REGULATOR C° d'Oakland/Cal. (cf. N° 545 p. 24) a renforcé ses intérêts chez les Six avec l'installation d'une filiale à Voghera/Pavie, GROVE ITALIA SpA (capital de Li. 1 million), que préside M. Louis Karl Mihaly et dirige M. Luigi Fiore.

La fondatrice, qui achève la construction d'une usine de vannes pétrolières géantes pour sa filiale de La Haye, possède également des filiales GROVE à Ivry/Val-de-Marne et Francfort (cf. N° 509 p. 34). De son côté, WALWORTH dispose d'une filiale directe à Patti/Messine, WALWORTH ALOYCO INTERNATIONAL SpA (cf. N° 526 p. 23), ayant fusionné en 1969 avec l'affiliée B. BIONDI & C° SpA (Osiate di Bollate/Milano).

(617/29) Spécialiste aux Etats-Unis d'outillages pour automobiles, camions, tracteurs, avions et mécanique générale, la compagnie KENT-MOORE INC. (Warren/Mich.) a doté sa filiale suisse de distribution pour l'Europe, KENT MOORE INTERNATIONAL AG (Baar/Zug), d'une succursale à Mannheim, placée sous la direction de M. Reinhold Rühle.

(617/29) Membre à Essen du groupe de distribution gazière RUHRGAS AG (cf. N° 606 p. 29), l'entreprise de construction et transformation d'installations industrielles de chauffage et fours LUDWIG-OFAG-INDUGAS-INDUSTRIEOFEN-ANLAGEN GmbH (cf. N° 588 p. 23) a installé à Liège une filiale commerciale et de montage, LUDWIG-OFAG-BELGE-FOURS INDUSTRIELS Sprl (capital de FB 1 million), dont les gérants sont MM. Bernard Nizin, H. Rancke et F. Karssenboom.

(617/29) La compagnie mécanique (turbines, pompes, compresseurs, chaudières, etc ...) ESCHER WYSS AG de Zurich (cf. N° 595 p. 23), membre du groupe GEBR. SULZER AG de Wintertuhr (cf. N° 614 p. 20), a décidé de mettre fin à son association de travail avec le groupe de Hambourg COUTINHO, CARO & C° (cf. N° 578 p. 22), ce qui entraînera la cessation des activités de leur filiale commune ESCHER WYSS-COUTINHO CARO MANAGEMENT GmbH-ÜBERNAHME VON UNTERNEHMENSFÜHRUNGEN (Hambourg).

(617/29) Des intérêts allemands, portés notamment par M. Herbert Aichem (Singen), ont été à l'origine en Suisse (Frauenfeld/Thurgau) de la firme NAUTIC AG (capital de FS 50.000), qui se consacrera, sous la direction de MM. E. Böhl et Karl Staub, à l'importation et à la vente de moteurs marins, embarcations à moteurs, etc ...

(617/30) Affiliée à Londres au groupe de Göteborg SKF-SVENSKA KULLAGERFABRIKEN A/B (cf. N° 604 p. 23), l'entreprise de roulements POLLARD BALL & ROLLER BEARING C° Ltd (cf. N° 507 p. 27) a fermé sa filiale WHITEHOUSE INDUSTRIES FRANCE SA (Meaux/Seine & Marne) et en a confié la liquidation à M. Robert Wilbenberg.

L'entreprise de Londres, qui reste présente en France avec une filiale à Paris, POLLARD ROULEMENT SA (usine à Meaux), possède des filiales à Düsseldorf et Vienne ainsi qu'aux Etats-Unis et au Canada.

(617/30) Le groupe FIAT SpA de Turin (cf. N° 616 p. 34) a négocié la prise d'une option sur la licence du naviplane N. 300 construit par la S.E.D.A.M. -STE D'ETUDES & DE DEVELOPPEMENT DES AEROGLISSEURS MARINS SA de Paris, affiliée notamment pour 16 % au groupe d'engineering mécanique BERTIN & CIE SA de Plaisir/Yvelines (cf. N° 466 p. 31 et 592 p. 31).

(617/30) Filiale commerciale à Amsterdam de la REGIE NATIONALE DES USINES RENAULT SA (cf. N° 613 p. 13), la société RENAULT NEDERLAND N.V. a confié à la firme EURO TRUCK IMPORT N.V., membre du groupe N.V. AMSTERDAMSCHER RIJTUIGMIJ. (cf. N° 479 p. 27), l'importation des véhicules industriels lourds et spéciaux de sa compagnie-soeur française SAVIEM-SA DES VEHICULES INDUSTRIELS & D'EQUIPEMENTS MECANQUES de Suresnes (cf. N° 608 p. 14) - dont les véhicules moyens sont déjà représentés aux Pays-Bas par la firme d'Amsterdam N.V. NIEUWE AUTOMOBIEL MIJ. (N.A.M.), membre elle aussi du groupe AMSTERDAMSCHER RIJTUIGMIJ.

(617/30) Des intérêts allemands, portés notamment par MM. H.F. Böninghausen et P.L. Thie (Cologne), ont été à l'origine à Ixelles-Bruxelles de la firme SA ADVERTYPE (capital de FB 0,5 million), spécialisée dans les machines et outillages pour arts graphiques (photogravure, reliure, brochage notamment).

(617/30) Spécialiste à Manchester de chaînes et organes de transmission mécanique, la compagnie RENOLD Ltd (cf. N° 591 p. 28) a rationalisé ses intérêts en France en fusionnant ses filiales industrielles de Neuilly/Hts-de-Seine MANUFACTURE LILLOISE DE CHAINES SA (usine à La Madeleine-lez-Lille/Nord) et BRAMPTON-RENOLD SA (usines à Calais/Pas-de-Calais, Mezières/Ardennes et Seclin/Nord - en cours de construction) au profit de la seconde, qui a porté son capital à F. 9,4 millions en rémunération d'actifs (bruts) de F. 5,9 millions.

En France RENOLD dispose aussi d'une filiale commerciale, SA DES ETS BRAMPTON (Calais). Ses autres intérêts chez les Six comprennent notamment des filiales industrielles à Düsseldorf (KETTEN GmbH), Juliusmühle üb Kreiensen (ARNOLD & STOLZENBERG GmbH ROLLKETTENFABRIK EINBECK) et Milan (CATENE DI PRECISIONE SpA).

(617/31) Les liens unissant la Division RENAULT MARINE de la REGIE RENAULT SA (cf. supra) et l'entreprise de moteurs marins MOTEURS COUACH SA d'Arcachon/Gironde (cf. N° 447 p. 26) vont être renforcés avec la création d'une filiale commune, RENAULT-MARINE-COUACH SA, dont l'objet sera l'étude, la fabrication et la diffusion de groupes de propulsion marine ainsi que de leurs équipements et accessoires.

RENAULT-MARINE, qui a réalisé en 1970 un chiffre d'affaires de F. 61 millions, est liée par des accords de représentation avec la Division KIEKHAEFER CORP. (moteurs hors-bord "Mercury") du groupe BRUNSWICK CORP. de Chicago/Ill. (cf. N° 610 p. 22) ainsi qu'avec la compagnie DIESEL-TECHNIEK NEDERLAND N.V. (Ridderkerk). Elle est membre du GROUPEMENT INTERNATIONAL DES MOTEURS-GIMOT, aux côtés de la STE COMMERCIALE DE MOTEURS-C.L.M. SA de Paris (groupe PEUGEOT SA - cf. N° 515 p. 18) et de la STE DES MOTEURS BAUDOIN SA (Marseille) - avec laquelle elle a récemment constitué en Espagne la société INTERNACIONAL DIESEL (INTERDIESEL) SA (Bilbao).

(617/31) Respectivement filiale et affiliée (28 %) de la CIE FINANCIERE DES PHOSPHATES & PRODUITS CHIMIQUES-CO.FI.PHOS SA de Paris (cf. N° 351 p. 23) et spécialisées dans les instruments de pesage et mesure, les entreprises françaises AEQUITAS SA (Béthune/P. de C.) et ETS. CHARLES TESTUT SA (Paris) - déjà liées par des accords technico-commerciaux - préparent leur fusion au sein de la société ARTOIS ELECTROMECHANIQUE-ARTEM SA (Paris), récemment formée à cet effet. Celle-ci, qui portera en conséquence son capital à F. 4,1 millions, réalisera un chiffre d'affaires annuel supérieur à F. 50 millions.

CUIR ET CHAUSSURE

(617/31) La compagnie WOLVERINE WORLD WIDE Inc. de Rockford/Mich. (anc. WOLVERINE SHOE & TANNING CORP. - cf. N° 615 p. 26) a repris la participation de 50 % portée par la filiale ANDRE INTERNATIONAL SA de la STE NOUVELLE ANDRE SA de Paris (cf. N° 610 p. 17) dans leur filiale commune TRENDSETTER FOOTWEAR CORP. (Wilmington/Mass.), dont il détient ainsi désormais le contrôle absolu.

Cette affaire est l'importateur et distributeur des chaussures et sandales pour femmes du groupe ANDRE, qui en partageait depuis 1969 le contrôle avec WOLVERINE.

EDITION

(617/32) Affiliée pour 25 % à Stuttgart-Leinfelden du groupe de Londres INTERNATIONAL PUBLISHING CORP. LTD (cf. n° 607 p.32) à travers sa filiale I.P.C. BUSINESS PRESS (OVERSEAS) LTD (cf. n° 588 p.28), la firme d'éditions techniques et professionnelles KONRADIN-VERLAG ROBERT KOHLHAMMER GmbH (cf. N° 599 p. 24) s'est assurée le contrôle de la maison INDUSTRIEVERLAG VON HERN-HAUSSEN KG (Hambourg) spécialiste, sous la direction de MM. Zerbe et H. Pichler, de publications intéressant les professions du pétrole, de la chimie et des corps gras.

(617/32) Un accord de co-production d'éditions musicales pour cassettes a été conclu entre la firme de Hambourg STUDIO HAMBURG ATELIER-BETRIEBS GmbH (cf. N° 533 p. 29) et son homologue suisse RINGIER & C° AG de Zofingen (cf. N° 532 p. 24). Il sera sanctionné par une filiale commune à Hambourg, ALLMEDIA FERNSEH-ALLIANZ PRODUKTIONS GmbH & C° KG, où la participation de STUDIO HAMBURG sera de 50 % (à travers sa filiale STUDIO FILMPRODUKTION GmbH), le solde étant partagé entre le partenaire suisse et six éditeurs allemands.

(617/32) Une fusion est en cours en République Fédérale entre les publications boursières et économiques "Aktionär" (cf. N° 569 p. 26) et "Wirtschaftswoche/Der Volkswirt" (cf. N° 375 p. 25) au profit de la seconde, qui, propriété de la firme ZEIT-VERLAG GmbH (Hambourg), verra son tirage porté à 65.000 exemplaires et son titre changé en "Wirtschaftswoche/Volkswirt/Aktionär". L'hebdomadaire "Aktionär" appartenait depuis 1970 au groupe de Hambourg GRUNER & JAHR GmbH & C° KG (cf. N° 616 p. 24), dont un des commanditaires est la maison TEMPUS ZEITUNGS- & ZEITSCHRIFTEN VERLAGS GmbH (Hambourg), qui, animée par le Dr. Gerd Bucerius, est majoritaire dans ZEIT-VERLAG.

Par ailleurs, les accords d'interpénétration financière dont le principe avait été négocié en 1970 entre GRUNER & JAHR et le groupe de Hambourg SPIEGEL-VERLAG RUDOLF AUGSTEIN KG (cf. N° 616 p. 24) vont devenir effectifs, mais seront à sens unique, du moins pour le moment : le premier acquerra, au prix de DM 40 millions, une participation de 25 % dans le second.

ELECTRONIQUE

(617/32) L'entreprise japonaise d'instrumentation électronique et électro-optique IKEGAMI TSUSHINSKI C° de Kanagawa (cf. N° 488 p. 29) a mis fin aux activités de sa filiale commerciale de Düsseldorf IKEGAMI ELECTRONICS GmbH, dont M. Arnold Meister sera liquidateur.

(617/33) De formation récente à Paris pour l'installation en Europe d'entreprises de production de matériels périphériques, terminaux et systèmes associés pour ordinateurs, la compagnie de portefeuille EUROPEAN INFORMATION SYSTEMS-EIS SA (cf. N° 592 p. 34) a constitué à Bruxelles sa première filiale, EUROPEAN INFORMATION SYSTEMS-BENELUX SA (capital de FB 2 millions), que préside M. Jean Auricoste et dirige M. Jean-Jacques Dupont.

La fondatrice résulte elle-même de l'initiative d'un consortium financier comprenant la CIE DU NORD (groupe ROTHSCHILD SA - cf. N° 613 p. 31) et la BANQUE WORMS SA de Paris (cf. N° 614 p. 23), la CIE LAMBERT POUR L'INDUSTRIE & LA FINANCE SA de Bruxelles (cf. N° 612 p. 29), N.M. ROTHSCHILD & SONS Ltd de Londres (cf. N° 599 p. 26), EUROPEAN-ENTERPRISES DEVELOPMENT-EED SA de Luxembourg (cf. N° 592 p. 34) et BAMERICAL INTERNATIONAL FINANCIAL CORP. (groupe BANK OF AMERICA de San Francisco/Cal. - cf. N° 610 p. 29), en association notamment avec la compagnie électronique MULTIPARTS CORP. (New York). Elle se propose de réaliser ses deux prochaines opérations en Grande-Bretagne et en République Fédérale.

ENGINEERING

(617/33) Une association paritaire conclue à Amsterdam en matière d'engineering pétrochimique, chimique et nucléaire entre la filiale COMMONWEALTH SERVICES INC.-CSI (New Cork/Mich.) du groupe américain d'engineering pour distribution et transport de gaz COMMONWEALTH ASSOCIATES INC.-C.A.I. et la compagnie COMPRIMO N.V. (cf. N° 611 p. 29) y donnera naissance à une affaire du nom de COMPRIMO-COMMONWEALTH N.V.-SPECIALTY ENGINEERING SERVICES.

Lié depuis peu dans le domaine de l'engineering nucléaire avec le groupe GENERAL ELECTRIC C° (New York), le partenaire néerlandais a pour principaux actionnaires les compagnies RIJN-SCHELDE MACHINEFABRIEKEN & SCHEEPSWERVEN N.V. de Rotterdam (17,85 %), S.H.V.-STEENKOLEN HANDELSVEREENIGING N.V. d'Utrecht (28,6 %), SHELL PETROLEUM N.V. de La Haye (23,8 %) et V.M.F.-VERENIGDE MACHINEFABRIEKEN N.V. de La Haye (17,8 %).

(617/33) La firme d'engineering aéronautique et spatial COMPREHENSIVE DESIGNERS INC. de Philadelphie/Pa. a formé à Francfort une filiale d'étude et prestations de service, COMPREHENSIVE DESIGNERS INTERNATIONAL GmbH (capital de DM 100.000), gérée par M. Christian M. Hoechst.

La fondatrice est présente depuis 1966 en Grande-Bretagne avec une succursale, transformée par la suite en filiale sous le nom de COMPREHENSIVE DESIGNERS INTERNATIONAL Ltd (Southall/Mddx.).

(617/34) Des intérêts allemands portés par M. Günter Lehnhoff (gérant) ont été à l'origine en France de la firme de prestation de services techniques LEHNHOFF Sarl (Strasbourg-Neudorf/Bas Rhin).

(617/34) Une association entre le groupe d'engineering et transports méthaniers GAZOCEAN SA de Paris (cf. N° 613 p. 29) et la compagnie de distribution gazière et électrique CATALANA DE GAS & ELECTRICIDAD SA de Barcelone (cf. N° 515 p. 19) a donné naissance au siège de la seconde à l'entreprise TERMINALES QUIMICOS SA, dont l'objet est la construction - représentant un investissement de Ptas 200 millions - d'une unité de stockage d'éthylène dans le port de Barcelone. Importé de France, cet éthylène est destiné à approvisionner l'usine qu'exploite à Martorell la filiale SOLVAY & C° SA (Barcelone) du groupe SOLVAY & CIE SA d'Ixelles-Bruxelles (cf. supra p. 22).

(617/34) Après s'être assuré (cf. N° 563 p. 36) le contrôle absolu à Paris de la firme de services pétroliers STE DE FORAGES EN MER NEPTUNE SA (capital de F. 20 millions) en y acquérant la participation de 50 % de la STE DE FORAGES PETROLIERS LANGUEDOCIENNE-FORENCO SA de Paris (cf. N° 606 p. 27), le groupe de New York SCHLUMBERGER Ltd (cf. N° 615 p. 19) en a fait autant avec la filiale (70,77 %) FOREX SA de celle-ci, en y reprenant notamment les participations (5,94 % et 11,07 % respectivement) de la société LA MURE SA (cf. N° 576 p. 23) et de la CIE FINANCIERE DE L'UNION EUROPEENNE SA (groupe SCHNEIDER SA - cf. N° 604 p. 26).

FINANCE

(617/34) La coopération nouée récemment en Italie (cf. N° 600 p. 26) entre les banques de droit public ISTITUTO BANCARIO DI TORINO SpA (Turin), MONTE DEI PASCHI DI SIENA (Sienne) et BANCO DI SICILIA SpA (Palerme) va être étendue à un autre établissement sous contrôle public, BANCO DI NAPOLI SpA de Naples (cf. N° 613 p. 38) qui possède plus de 500 succursales en Italie et a de nombreuses filiales, agences ou représentations à l'étranger (cf. N° 567 p. 31). ISTITUTO BANCARIO, MONTE DEI PASCHI et BANCO DI SICILIA ont dernièrement renforcé leurs liens sur le plan international (cf. N° 602 p. 28) en installant à Luxembourg une filiale paritaire, A.I.C.I. HOLDING SA (capital autorisé de \$ 12 millions, immédiatement doublé), présidée par M. Ciro De Martino, dirigée par M. Carlo Guaraldi et où elles ont pour associées minoritaires les sociétés de portefeuille LUXEMBOURG TRUSTEE C° SA (Luxembourg), EURAMERICA INTERNATIONAL Ltd (Nassau/Bahamas) et INTERFUND HOLDING SA (Luxembourg).

(617/35) La BANK MEES & HOPE N.V. d'Amsterdam (cf. N° 613 p. 31) s'apprête à renforcer ses intérêts dans la province de Friesland en devenant majoritaire, par voie d'offre publique et au prix de Fl. 10 millions environ, dans la banque d'affaires et dépôts KINGMA'S BANK N.V. (Leeuwarden). Créée en 1869 et animée par MM. Tjeerd H. Kingma et P. Wiersma, celle-ci a un capital autorisé de Fl. 2 millions.

(617/35) Des intérêts américains portés par MM. Robert C. Wilson (Luxembourg) et Wolfgang F. Robinow (Irchinghausen) ainsi que par le holding CALIFORNIA SECURITIES INTERNATIONAL SA (Panama) ont été à l'origine à Amsterdam de la compagnie de portefeuille, caution et gestion financière CALIFORNIA MORTGAGE TRUST HOLLAND N.V. (capital autorisé de Fl. 4,5 millions).

(617/35) Récemment constitué à Paris au capital de F. 0,5 million pour faciliter le financement à long et à moyen terme des entreprises engagées dans la lutte contre la pollution et les nuisances, le GIPADE-GROUPEMENT DES INDUSTRIES POUR L'AMELIORATION DE L'ENVIRONNEMENT SA, que préside M. Maurice Papon et dirige M. Michel Tassart, l'a été par la BANQUE DE SUEZ & DE L'UNION DES MINES SA (cf. N° 600 p. 26), le C.I.C.-CREDIT INDUSTRIEL & COMMERCIAL SA (cf. N° 611 p. 30) et la BANQUE DE L'UNION EUROPEENNE SA (cf. supra p. 34).

(617/35) L'institut de crédit AMSTERDAMSE CREDIET MIJ. N.V. (cf. N° 596 p. 25) s'est donné une filiale de gestion financière et hypothécaire, AMSCREDIET TRUST N.V. (capital initial de Fl. 10.000), dirigée par MM. A.G.S. Abraham (Amsterdam), R.T. Haas (Munich) et J.P. Siegers (Laren).

La fondatrice est affiliée à la banque d'affaires de Hambourg CONRAD HEINRICH DONNER KG (cf. N° 545 p. 28) ainsi qu'à la BANCO ESPIRITO SANTO & COMERCIAL DE LISBOA Ltd (Lisbonne) et à la compagnie REA BROTHERS Ltd (Londres).

(617/35) La firme de brokers de Londres CRISTINA SECURITIES Ltd (capital de £ 250.000) a ouvert à Paris une succursale placée sous la direction de M. Didier Riant.

(617/35) Des intérêts américains portés par MM. Léon Lévy, Jack Nash, Paul C. O'Neill, Charles H. Brunie et James T. King (New York), Donald W. Spiro (Kinnelon/N.J.) et Gerald B. Cramer (Franklin Salees/N.J.) ont été à l'origine à Luxembourg de la société EUROP CO MANAGERMENTS SA (capital de \$ 60.000), chargée de la création d'un Fonds de placement du nom d'EUROP CO SA.

(617/36) Déjà présente à Tokyo, Djakarta et Sydney, la STE GENERALE SA de Paris a complété son implantation dans la zone Pacifique en ouvrant une agence à Nouméa/Nouvelle Calédonie.

(617/36) La WESTDEUTSCHE LANDESBANK GIROZENTRALE de Düsseldorf et Munster (cf. N° 613 p. 31) a acquis le contrôle à Mayence de la MITTELRHEINISCHE BANK AG (cf. N° 441 p. 27) et l'a transformée en société de portefeuille sous le nom de HOLDING AG DER WESTDEUTSCHEN LANDESBANK et la direction de M. Ingomar Vincke (Munster).

(617/36) Un accord de coopération réciproque - mais ne prévoyant pas de liens financiers - est négocié entre l'établissement financier et d'épargne populaire DEUTSCHE GENOSSENSCHAFTSKASSE-D.G.K. de Francfort, dont le bilan se montait à plus de DM 9,43 milliards à fin 1970 (cf. N° 586 p. 31), et la BERLINER-HANDELSGESELLSCHAFT-FRANKFURTER BANK AG de Berlin et Francfort (cf. N° 615 p. 34).

INDUSTRIE ALIMENTAIRE

(617/36) La conserverie néerlandaise de champignons DE WINGERD N.V. (Groesbeek) s'est donnée une filiale commerciale en République Fédérale, CHAMPIGNON-KONSERVENBETRIEBS GmbH (Echterdingen) au capital de DM 20.000, dont le gérant est M. D.H. Starrenburg.

Connue pour sa marque "Wino", la fondatrice est présente depuis 1963 en Belgique avec une filiale sous son nom à Essen.

(617/36) Affilié pour 41,82 % à l'I.R.I.-ISTITUTO PER LA RICOSTRUZIONE INDUSTRIALE SpA de Rome (cf. N° 616 p. 16), le groupe financier de Naples S.M.E.-STA MERIDIONALE FINANZIARIA SpA (cf. N° 612 p. 15) a pris une participation de 50 % dans l'entreprise alimentaire STAR STABILIMENTO ALIMENTARE SpA d'Agrate Brianza/Milano (cf. N° 616 p. 25). Animée par M. D. Fossatti, cette affaire familiale, qui réalise un chiffre d'affaires annuel consolidé de près de Li. 70 milliards, dispose de plusieurs usines en Italie (Agrate Brianza et Sarno/Salerno) et à l'étranger (Barcelone, Asmara/Ethiopie, Mogadiscio/Ethiopie et Buenos Aires).

S.M.E. avait déjà d'importants intérêts dans le secteur alimentaire (cf. N° 569 p. 32) : 35,08 % de MOTTA SpA (Milan), 50 % d'ALEMAGNA SpA (Milan), 82,5 % de SURGELA-INDUSTRIE ALIMENTARI & CONSERVIERE DELLA VALLE DEL TRONTO SpA (Porto d'Ascoli), 38,09 % de STA GENERALE DELLE CONSERVE ALIMENTARI CIRIO SpA (Rome), etc ...

(617/37) Le groupe d'aliments pour animaux (volailles et bétail) N.V. INDUSTRIËLE BELEGGINGSMIJ. "BONDA ROTTERDAM" N.V. (cf. n° 449 p.28) a dissout une filiale belge, PROVIMI HANDELSMIJ. N.V. de Zwijndrecht (cf. n° 504 p.30), au profit de : 1) une nouvelle filiale locale, PROVIMI N.V. (capital de FB. 30 millions), présidée par M. Bartelse Pieter-Juranius; 2) la société soeur VITACO-BELGIË N.V. de Zwijndrecht (cf. n° 141 p.25).

Directement contrôlée par les filiales de Rotterdam VITACO N.V. et BONDA'S IM- & EXPORT N.V., cette dernière, qui a notamment reçu de la société dissoute (actif brut de FB. 90,86 millions) sa participation dans la firme canadienne BONDA FOODS LTD (Nova Scotia), a doublé son capital de FB. 14 millions.

(617/37) Résultant d'une initiative de la compagnie BROWN'S LED BREST INC. de Springdale, l'entreprise d'élevage et sélection avicoles LEDBREST ITALIA SpA d'Erbusco/Brescia (capital de Li. 50 millions), que préside M. Norman Lupean, est devenue opérationnelle sous la direction de MM. Antonio Criscuolo et Michael Bernard.

(617/37) Une association 49/51 entre des intérêts américains, portés pour partie par la compagnie PACIFIC MARICULTURE INC., et français, portés notamment par la STE FINANCIERE POUR L'EXPANSION DES ENTREPRISES-SOF INEX SA de Paris (groupe CREDIT LYONNAIS SA - cf. n° 613 p.39), donnera naissance en France à l'entreprise d'ostréiculture STE ATLANTIQUE DE MARICULTURE-SATMAR SA (Brest).

(617/37) Connue notamment pour ses marques "Le Coq Rouge" et "De Zwarte Kip" (Advocaat) et affiliée depuis 1969 du groupe d'Amsterdam HEINE-KEN'S BIERBROUWERIJ. MIJ. N.V. (cf. n° 610 p.31), la distillerie néerlandaise N.V. HANDELSMIJ. v/h J.A. VAN OLFFEN d'Hattem (cf. n° 513 p.30) s'est assurée le contrôle de la firme d'eaux de vie de fruits et liqueurs N.V. GELO de Beneden Leeuwen (marques "Gelino" et "Sunray").

(617/37) Un accord négocié aux Pays-Bas entre les coopératives laitières de Leeuwarden COÖPERATIEVE CONDENSENFABRIEK "FRIESLAND" C.V. (cf. n° 564 p.34) et FRIESCHE COÖPERATIEVE ZUIVEL-EXPORT-VEREENIGING (FRICO) C.V. (cf. n° 555 p.32) débouchera notamment sur la désignation d'un directoire commun dont seront membres, entre autres, MM. K. van den Berg, A.A. Bouwes, J.B. Ritzema van Ikema et G. Zeilmaker.

METALLURGIE

(617/38) Le groupe sidérurgique d'Ijmuiden KON. NED. HOOGOVS & STAALFABRIEKEN N.V. (cf. n° 613 p.34) s'est donné une filiale à New York, OREMCO INC. (capital de \$ 400.000), en association paritaire avec M. Robert E. Leoni, ancien chairman de la filiale Wm. H. MÜLLER C° (New York) du groupe de transports INTERNATIO-MÜLLER (Rotterdam), qui en assurera la direction. La nouvelle affaire développera les activités métallurgiques et minières du groupe néerlandais aux Etats-Unis, notamment pour ses propres approvisionnements, et elle offrira ses services en matière de recherche minière, approvisionnements en minerais, etc...

HOOGOVS est associé à parité au groupe N.V. BILLITON MIJ. (La Haye) dans deux affaires de transformation d'aluminium aux Etats-Unis, UNITED STATES EXTRUSIONS CORP.-USEC (Woodbury/N.Y.) et ALWINSEAL INC. (Long Island/N.Y.).

(617/38) Une association paritaire conclue en République Fédérale entre le groupe BTR LEYLAND INDUSTRIES LTD de Londres (cf. n° 500 p.32) et la firme de courroies et bandes transporteuses en caoutchouc, plastique, textile, etc... CONRAD SCHOLTZ AG de Hambourg (cf. n° 559 p.22) donnera naissance auprès de celle-ci à une affaire du nom de CONRAD SCHOLTZ BTR GmbH (capital de DM. 2 millions), spécialisée dans la production de câbles d'acier.

Née de la concentration en 1969 des compagnies LEYLAND & BIRMINGHAM RUBBER C° LTD et BTR INDUSTRIES LTD, le partenaire britannique avait déjà une filiale dans le pays, B.T.R. INDUSTRIES GmbH (Derschlag-Schönenthal, avec succursale à Nuremberg), et il dispose de plusieurs autres filiales B.T.R. INDUSTRIES à l'étranger : Paris, Copenhague, Stockholm, Helsinki (HY-FLEX OY A/B), etc...

(617/38) Le groupe d'aciers inoxydables STEELMET INC. de Pittsburgh/Pa. (cf. n° 595 p.35) a renoncé à acquérir à Amsterdam le contrôle - qu'il négociait depuis 1970 (cf. n° 568 p.35) - de l'entreprise de négoce d'aciers spéciaux, nickel et alliages non ferreux METAALHANDEL J.A. MAGNUS N.V.

Celle-ci dispose de plusieurs filiales ou affiliées à l'étranger, notamment MACOMET G.I.E. (Paris), STE DES METAUX FELIX FINKELSTEIN SA (Bruxelles), EUROMET-GES. FÜR METALL & ERZ mbH (Duisburg), A. GRUNHUT METALL HANDELSGESELLSCHAFT mbH (Vienne), etc...

(617/38) Passé en 1970 sous le contrôle du groupe ROYAL DUTCH SHELL (cf. n° 611 p.37), le groupe métallurgique (aciers et métaux non ferreux) BILLITON (cf. supra) - qui vient de porter de FS. 0,05 à 25 millions le capital de sa filiale de Lucerne BILLITON HANDELSGESELLSCHAFT AG (cf. n° 609 p.32) - négocie un rapprochement, exclusivement commercial, avec le groupe de Rotterdam R.S. STOKVIS & ZONEN (cf. n° 600 p.21).

(617/39) Membre du groupe de Londres DE LA RUE C° LTD (cf. n° 497 p.34), l'entreprise d'appareils de chauffage domestique et industriel (marques "Potterton" et "Diplomat") POTTERTON INTERNATIONAL LTD (cf. n° 491 p.24) a doté sa filiale POTTERTON EUROPE LTD d'une succursale à Paris, placée sous la direction de M. Gérard Fritsch. Elle avait mis fin début 1969 aux activités de sa filiale industrielle DIENY LUCAS & POTTERTON SA de Paris (brûleurs pour chaudières à mazout).

La compagnie britannique dispose de plusieurs filiales chez les Six, notamment POTTERTON-HEIZUNG GmbH (Portz-Wahn), POTTERTON NEDERLAND N.V. (Zaandam), ABAIR POTTERTON SA (Bruxelles), etc... Depuis octobre 1970, elle est présente au Japon avec la société TOYO POTTERTON LTD, où elle a pour associé à parité le groupe TOYO DENKI KOSAKUSHO LTD (Kasugai).

MINES

(617/39) Poursuivant la simplification de ses intérêts en France, le groupe de Toronto/Ont. DENISON MINES LTD (cf. n° 583 p.37) a mis fin aux activités de sa filiale de Champigny/Val-de-Marne CIE FRANCAISE D'AGREGATS & DE MATERIAUX-C.F.A.M. SA (capital de F. 3,7 millions).

DENISON, qui avait déjà dissout sa filiale DENISON MINES SA (Paris), reste présent dans le pays avec deux affaires, COMPTOIRS DES AGREGATS & MATERIAUX SA et COMPTOIRS DES COMBUSTIBLES NUCLEAIRES SA, toutes deux à Paris.

PAPIER

(617/39) L'entreprise néerlandaise d'enveloppes et papiers commerciaux SWAMIJ-KOVERTO (Venlo) a négocié la prise du contrôle de son homologue allemand VON STARCK & C° KG (Koblenz-Lützel).

Animée par M. H.J. Welp, l'entreprise de Venlo contrôle les sociétés ENVELOPPENFABRIEK v/h KOVERTO N.V., ALLGEMENE HANDELMIJ. SWAMIJ N.V. avec son affiliée d'expédition et routage postal EXPEDITIEBEDRIJF BLECKMANN N.V. d'Olzendaal (cf. n° 398 p.39), et GEBR. WERPS N.V. (imprimerie). Elle est présente en Belgique avec une affiliée, ELEP-EERSTE LOMMELSE ENVELOPPEN & PAPIERWARENFABRIEK Pvba (Lommel).

(617/40) Les groupes français AUSSEDA-REY SA de Vélizy-Yvelines (cf. n° 597 p.25) et PAPETERIES DE FRANCE SA de Paris (cf. n° 552 p.37) - dont les chiffres d'affaires annuels s'établissent respectivement à F. 350 millions et F. 340 millions - ont engagé des négociations en vue de la conclusion d'un accord technico-commercial susceptible de déboucher sur une fusion.

Le premier a récemment constitué à son siège, en association paritaire avec son homologue LA ROCHETTE-CENPA SA de Paris (cf. n° 612 p.35), la société civile SODELFOR : présidée par M. Vaujour et dirigée par M. de Torquat, celle-ci a pour objet l'étude des éléments d'une politique générale visant à augmenter la rentabilité de la forêt française.

PARFUMERIE

(617/40) Passée dernièrement sous le contrôle du groupe de champagne et spiritueux MOET-HENNESSY SA de Paris (cf. n° 599 p.34), la firme de cosmétiques et parfumerie PARFUMS CHRISTIAN DIOR SA (cf. n° 593 p.34) a installé sous son nom une filiale à Londres (capital de £ 50.000), dirigée par MM. Cyril G. Maby, C.F. Forbes, B.T. Picot et K.P. Varley.

Affiliée pour 30 % au groupe BOUSSAC à travers sa filiale de portefeuille MIRADIA SA (cf. n° 509 p.36), la fondatrice possède plusieurs filiales sous son nom à l'étranger, notamment à New York, Zurich et Cologne (cf. n° 574 p.37).

(617/40) La firme néerlandaise de négoce chimique LORIMONT ENTERPRISES N.V. (Breda) s'est donnée une filiale à Soest, LORIMONT COSMETICS N.V. (capital de Fl. 25.000), pour la vente, sous la direction de M. Robert James Harper, de produits de toilette, parfumerie, cosmétiques, etc...

Dotée depuis fin 1969 d'une succursale à Anvers, la fondatrice a plusieurs sociétés-soeurs du même nom - Vienne et Francfort notamment (cf. n° 508 p.20) - qui distribuent sous la marque "Swipe" des détergents produits par sa filiale de Breda HOMCARE VOOR BENELUXLANDEN N.V. (cf. n° 508 p.20), sous franchise de la compagnie HOMCARE INC., membre du groupe CHEMICAL ASSOCIATES INC. (Houston/Texas).

PETROLE

(617/40) Une association paritaire a été conclue entre les groupes ERAP (cf. supra, p.23) et C. ITOH & C° LTD-ITOCHU SHOJI KAISHA LTD d'Osaka (cf. n° 594 p.19) pour la production en Iran de gaz liquéfiés de pétrole qui, à partir de 1976, seront exportés au Japon au rythme de 3 millions de t./an.

Le cadre en sera une nouvelle affaire à Téhéran, dont le capital de \$ 70 millions sera détenu pour 50 % par la NATIONAL IRANIAN GAS C°, membre du groupe public N.I.O.C. - NATIONAL IRANIAN OIL C° (cf. n° 491 p.30). Les gisements de gaz naturel de Gachsaran seront reliés par pipe-line à un terminal sur l'île de Kharg où sera édifiée l'usine de liquéfaction à l'aide d'un investissement de près de \$ 200 millions.

PHARMACIE

(617/41) L'entreprise pharmaceutique CORTIAL SA de Paris a rationalisé ses intérêts à Forest-Bruxelles - communs avec la firme suisse COROC AG (Baden) - en fusionnant les sociétés PHABELCO SA et LABORATOIRES BELGANA SA au profit de la seconde qui, en rémunération d'actifs de FB. 2,1 millions, a élevé son capital à FB. 2 millions.

PLASTIQUES

(617/41) La compagnie néerlandaise VAESSEN-SCHOEMAKER HOLDING N.V. (Deventer) a cédé sa participation de 50 % dans l'entreprise de poudres à moulage de plastiques VAESSEN-SCHOEMAKER RUBBERMAID N.V. de Deventer (cf. n° 529 p.29) à son associée dans cette affaire, FUSION RUBBERMAID INC. (Statesville/N.C.), membre du groupe plastique et caoutchoutier RUBBERMAID INC. de Wooster/Ohio (cf. n° 578 p.19). Spécialisée dans les conteneurs en polyéthylène de 20 à 12.500 t. de capacité, VAESSEN-SCHOEMAKER RUBBERMAID possède plusieurs filiales commerciales sous son nom à l'étranger, notamment à Anvers (cf. n° 480 p.23) et Seeheim (anc. à Cologne).

VAESSEN-SCHOEMAKER HOLDING, qui garde pour principale filiale aux Pays-Bas la firme d'emballage VAESSEN-SCHOEMAKER VERPAKKINGS-INDUSTRIE N.V. (anc. N.V. TRECMA de Deventer), dispose de plusieurs filiales sous son nom chez les Six, notamment à Argenteuil/Val d'Oise et Milan. Le groupe RUBBERMAID - qui contrôle en République Fédérale l'entreprise de moulage de plastique DUPOL-RUBBERMAID GmbH (Sprendlingen et Dreieichenhain/Francfort) avec sa propre filiale industrielle DUPOL RUBBERMAID FRANCE Sarl de St-Louis/Ht Rhin (cf. n° 573 p.33) - voit ainsi renforcer un réseau en Europe dont les autres éléments se trouvent à Amsterdam (cf. n° 468 p.22), Salzburg/Autriche (cf. n° 315 p.28), etc...

(617/41) Les intérêts aux Pays-Bas du groupe AKZO N.V. d'Arnhem (cf. n° 615 p.34) dans le secteur des plastiques vont être rassemblés autour d'une nouvelle filiale à Zeist, AKZO PLASTICS N.V., dirigée par MM. C. Maters, M.J. van der Hoeven et J. Schwartz et appelée à coiffer les entreprises de Groningue N.V. KUNSTSTOFFEN MIJ. (cf. n° 465 p.20) et de Zutphen STRUYCK (cf. supra, p.23).

PUBLICITE

(617/42) La firme de conseils en relations publiques BAIN DOUGLAS ASSOCIATES LTD de Londres s'est donnée une filiale à son siège, BAIN DOUGLAS ASSOCIATES (FRANCE) LTD (capital de £ 100), qu'elle dotera ultérieurement d'une succursale à Paris, dont la direction sera confiée à M. Peter Douglas.

La nouvelle affaire représentera notamment en France la compagnie HERTFORD PUBLIC RELATIONS LTD (Londres).

(617/42) L'AGENCE HAVAS SA de Paris (cf. n° 614 p.30) s'apprête à rationaliser ses intérêts en République Fédérale - à travers sa filiale UNIVAS SA (cf. n° 593 p.37) - en fusionnant ses affiliées de Francfort H.H.K.-HOFFMANN, HÖFNER & KNAUPP GmbH & C° KG (cf. n° 600 p.36) et de Munich F.W. HEYE & PARTNER WERBEAGENTUR GmbH & C° KG (cf. n° 580 p.45).

La firme issue de cette opération, HEYE, KNAUPP & PARTNER WERBEAGENTUR GmbH, aura deux sièges d'exploitation (Francfort et Munich), et le groupe français (majoritaire) y aura pour associés MM. Helmut Knaupp, Friedrich W. Heye et Herbett Schaaf.

(617/42) Membre à Bruxelles du groupe allemand de publicité commerciale, industrielle et financière ABSATZBERATUNG SCHMID-PREISSER GmbH de Grünwald b. München (cf. n° 536 p.39), la société AGAB SA, MARKETING PUBLICITE a conclu avec l'agence TRÉMA-TECHNIQUES & REALISATIONS DE MARKETING SA de Schaerbeek un accord de collaboration technique, matérialisé par le regroupement de leurs directions à Bruxelles.

Etabli à Paris (AGAB FRANCE Sarl), Milan (AGAB ITALIA SpA) et Zurich (AG FÜR ABSATZWIRTSCHAFTLICHE BERATUNG-AGAB), le groupe allemand se prépare à l'être également aux Pays-Bas.

(617/42) La compagnie de portefeuille EUROPEAN TRADING & AFRICAN CORP. de Panama (cf. n° 495 p.19) s'est assurée une participation de 18 % dans l'agence de publicité de Bruxelles MENS CONSEILS DDI Sprl (cf. n° 603 p.34), affiliée depuis peu à l'agence de Londres DFS DORLAND INTERNATIONAL LTD - elle-même filiale commune des groupes de Londres DORLAND ADVERTISING HOLDING LTD (cf. n° 612 p.38) et de New York DANCER-FITZGERALD-SAMPLE INC.

TEXTILES

(617/43) Représenté aux Pays-Bas notamment par deux importateurs à La Haye, IPKO N.V. et GEBR. KOOL N.V., le groupe allemand de bonneterie SCHULTE & DIECKHOFF GmbH de Horstmar (cf. n° 613 p.39) y négocie la prise du contrôle de la firme de bas et collants TRICOBEST N.V. de Best (cf. n° 541 p.42), où il a acquis dernièrement sur le marché financier une importante participation.

TRICOBEST (capital émis de Fl. 5,41 millions) exploite deux usines aux Pays-Bas (Best et Sittard), trois ateliers en Belgique (Eksel, Neerpelt et Leopoldsburg) et un en Afrique du Sud (Estcourt/Natal.). Ses principales filiales à l'étranger sont TRICOBEST BELGIË N.V. (Bruxelles), TRICOBEST GmbH (Düsseldorf), TRICOBEST SA (Paris) et TRICOBEST SOUTH-AFRICA (PTY) LTD d'Estcourt (anc. ESCORT HOSIERY PTY LTD).

(617/43) La firme de confection féminine CREATION GADGING Sarl de Strasbourg (cf. n° 515 p.32) a installé à Florence une filiale commerciale, GADGING ITALIA SpA (capital de Li. 1 million), dirigée par MM. J.T. Bader, F. Vannetti et J. Nassieu.

La fondatrice est présente depuis 1969 à Bruxelles avec GADGING BELGIQUE SA.

(617/43) L'entreprise belge de confection IMBELCO Sprl (Poperinge), qu'anime M. Julien Ruant, s'est donnée une filiale commerciale à Paris, IMBELCO FRANCE Sarl (capital de F. 20.000), dont le gérant est M. Joseph Baron.

(617/43) Spécialiste en Suède de sangles et ceintures de sécurité pour automobiles, l'entreprise A/B BRÖDERNA OTTOSSON & C° de Klippan (cf. n° 541 p.41) a cédé au groupe de New York ALLIED CHEMICAL CORP. (cf. n° 601 p.19) le contrôle à 85 % de sa filiale industrielle STE PARISIENNE D'ACCESSOIRES AUTOMOBILES KLIPPAN Sarl (capital de F. 1,5 million).

Le groupe suédois possède en France une filiale de distribution, KLIPPAN Sarl (Lyon). Dans les autres pays d'Europe, il est présent à Turin avec KLIPPAN ITALIA SpA, à Gartedt b. Hambourg avec KLIPPAN GmbH, à Genève avec KLIPPAN AG, à Tyseley/Birmingham avec BRITAX EXCELSIOR LTD, etc...

(617/43) Des intérêts iraniens portés par MM. Abbas-Ali Shadi et Madjid Wahedi (Téhéran) ont été à l'origine à Düsseldorf de la firme d'importation et distribution de tapis SCHAGUWA ORIENTTEPPICHHANDEL IMPORT-EXPORT GmbH (capital de DM. 21.000), dont le gérant est M. M. Gudarzi.

(617/44) Des intérêts belges portés par M. Antoine J. Vervoort (Beaufays/Liège) ont fondé à Aix-la-Chapelle la firme d'importation et représentation en gros de vêtements pour nourrissons et jeunes enfants INTERNATIONALE CONFECTIE INDUSTRIE VAN HAPPEN & VERVOORT GmbH (capital de DM. 40.000), que gère M. A.J. Vervoort.

TOURISME

(617/44) Affilié pour respectivement 35 % et 30 % aux compagnies S.I.E.H. -STE D'INVESTISSEMENT & D'EXPLOITATION HOTELIERE SA de Lesquin/Nord (cf. n° 604 p.39) et INTERSOGE SA de Zurich (groupe STE GENERALE SA de Paris - cf. n° 615 p.24), le holding hôtelier de Fribourg NOVOTEL HOLDING AG a enrichi ses intérêts en Belgique - une filiale, STE DE PROMOTION HOTELIERE SA d'Uccle-Bruxelles (cf. n° 573 p.38) - en y formant la STE HOTELIERE DE DIEGEM-AEROPORT SA (Uccle) au capital de FB. 1 million, chargée d'exploiter un hôtel "Novotel" près de l'aéroport de Bruxelles.

(617/44) Le groupe de négoce de vins et spiritueux de Londres I.D.V. INTERNATIONAL DISTILLERS & VINTNERS LTD (cf. n° 598 p.29) a installé à Amsterdam une affiliée de gestion hôtelière et restauration, LEISURE INTERNATIONAL (NEDERLAND) N.V. (capital de Fl. 100.000), dirigée par M. John Brackenbury (Kingswood/Surrey) et directement contrôlée par la filiale hôtelière LEISURE INTERNATIONAL LTD (créée en février 1970).

(617/44) La chaîne hôtelière (26 établissements aux Pays-Bas) GOLDEN TULIP HOTELS G.A. (Hilversum) ouvrira en septembre 1971 une agence d'information, réservation et de propagande à New York.

TRANSPORTS

(617/44) La REGIE RENAULT (cf. supra, p.30) et sa filiale SAVIEM-SA DE VEHICULES INDUSTRIELS & D'EQUIPEMENTS MECANIQUE (cf. supra, p.30) ont participé ensemble pour 35 % à la constitution au Sénégal de l'entreprise de transports en commun SOTRAC SA (Dakar) au capital de F. CFA 100 millions, en association avec l'Etat sénégalais pour 55 % et la société MANUTENTION AFRICAINE SA (Dakar) pour 10 %.

Les partenaires français sont intéressés, dans les mêmes proportions, dans les sociétés à même vocation ivoirienne SOTRA SA (Abidjan) et centrafricaine SOTRECA SA (Bangui).

(617/45) Les groupes FRANZ HANIEL & CIE GmbH de Duisburg-Ruhrort (cf. n° 614 p.33) et VEBA-VEREINIGTE ELEKTRIZITÄTS & BERGWERKS AG de Bonn et Berlin (cf. n° 613 p.33) se sont associés pour former à Duisburg la compagnie CHEMTRANS-GES. FÜR DEN TRANSPORT PETROCHEMISCHER FLÜSSIGKEITEN mbH (capital de DM. 3 millions) qui, avec pour gérants MM. Gerd Hulsman et Burkhard Panzel, se spécialisera dans le transport par eau de gaz et produits pétrochimiques. La participation de VEBA y est portée par sa sous-filiale de Francfort RHENUS GES. FÜR SCHIFFFAHRT, SPEDITION & LAGEREI mbH (cf. n° 584 p.40), à travers la compagnie de Mannheim FENDEL SCHIFFFAHRTS AG (cf. n° 598 p.37).

RHENUS a récemment simplifié ses structures en absorbant sa filiale "F.T.G." FRANKFURTER TRANSPORT GmbH (Francfort), après en avoir acquis le contrôle absolu, comme elle l'avait fait fin 1970 avec sa filiale GÜTERFERNVERKEHR NIEHAUS GmbH (Düsseldorf), devenue succursale.

(617/45) Le groupe de Rotterdam INTERNATIO-MÜLLER N.V. (cf. supra, p.38) a rationalisé ses intérêts à Anvers en fusionnant les sociétés de transports J. VAN LOOY & C°-OPVOLGERS N.V. (directement contrôlée par les filiales de Rotterdam THOMSEN'S VERENIGDE BEDRIJVEN N.V. et THOMSEN'S HAVENBEDRIJF N.V. - cf. n° 590 p.50) et MÜLLER-THOMSEN N.V. au profit de la seconde, dont les principaux actionnaires sont les compagnies de Rotterdam THOMSEN'S VERENIGDE BEDRIJVEN et Wm. H. MÜLLER & C° N.V. (cf. n° 594 p.24).

(617/45) Animée par MM. Werner Ahsendorf et Fritz Matz et affiliée à la compagnie CONTRANS-GES. FÜR CONTAINER VERKEHR mbH (cf. n° 609 p.35), la firme de transports maritimes par conteneurs HANSETAINER CONTAINER & SEE-VERKEHRS GmbH (Hambourg) a confié son agence à Rotterdam et Amsterdam à la compagnie VINKE & C° N.V. (cf. n° 502 p.40).

Dotée depuis peu d'une filiale CONTRANS NEDERLAND N.V. à Rotterdam, la firme de Hambourg, qu'anime M. Helmut Hansen, est contrôlée à 52 % par le groupe HAPAG LLOYD AG (Hambourg et Brême) et affiliée également aux compagnies DEUTSCHE BUNDESBAHN de Francfort (12 %) et INDUSTRIEWERKE TRANSPORTSYSTEME GmbH de Hambourg (36 %).

DIVERS

(617/45) La compagnie ELDON INDUSTRIES INC. de Hawthorne/Cal. (cf. n° 549 p.43), connue pour ses jouets électriques, armes à feu, articles de sport et d'athlétisme, présentoirs, équipements pour magasins, etc..., s'est donnée sous son nom une filiale commerciale à Fürth/Bayern (capital de DM. 20.000), gérée par M. Peter Scherzingen (Amsterdam).

La fondatrice avait pris pied chez les Six début 1970 avec la création à Amsterdam d'une filiale également sous son nom (capital de Fl. 250.000).

INDEX DES PRINCIPALES SOCIETES CITEES

Acifidex	P. 24	California Mortgage Trust Holland	P. 35
Advertype	30	Catalana de Gas & Electricidad	34
Afri-Research	26	Cellophane (La)	23
Agab	42	Centre Technique d'Assurances	
Agence Havas	42	Générales	20
A.I.C.I. Holding	34	C.F.P.-Cie Française des Pétroles	23
Air Conditionné (L')	28	Champignon-Konservenbetrieb	36
Akzo	23-41	Chemtrans	45
Allied Chemical Corp.	43	CO.FI. PHOS	31
Allmedia Fernseh-Allianz	32	Comelec Multitele	28
Amscrediet Trust	35	Commonwealth Services	33
Amsterdamse Crediet Mij.	35	Comprehensive Designers	33
Amsterdamsche Rijtuigmij.	30	Comprimo-Commonwealth	33
André International	31	Contrans	45
Anixter	28	Cortial	41
Artem-Artois Electromécanique	31	Coutinho, Caro & C°	29
Arttox	21	Crédit Industriel & Commercial	35
Astral	23	Crédit Lyonnais	37
Atlantique de Mariculture (Sté)	37	Cristina Securities	35
Aussedat-Rey	40		
		Dassault	20
Bain Douglas Associates	42	D.B.V.-Deutsche Beamten Versiche-	
Banco di Napoli	34	rung	21
Banco di Sicilia	34	De La Rue C°	39
Bank of America	33	Delta-Lloyd	20
Bank Mees & Hope	35	Denis Frères	26
Banque Commerciale de Paris	25	Denison Mines	39
Banque de l'Indochine	26	Deutsche Genossenschaftskasse	36
Banque de Suez & de l'Union des		D.F.S. Dorland International	42
Mines	35	Docks des Alcools, Carburants &	
Basil Investments	21	Lubrifiants	23
B.B.P. Kunststoffwerk	20		
Benz Bewa-Gerätebau (Gustav)	27	Edeka Zentrale	24
Berliner Handelsgesellschaft	36	E.I.T.-Exploitation d'Installations	
Bertin & Cie	30	Thermiques	21
Billiton Mij.	38	Eldon Industries	45
"Bonda Rotterdam"	37	Elf-E.R.A.P.	23-40
Bosch (Robert)	22-28	Emerson Electric	27
Boussac	40	Encres Oge (Sté des)	23
Brampton	30	Escher-Wyss	29
Bredero	21	Euro Truck Import	30
Brown's Led Brést	37	Europco	35
B.T.R. Leyland Industries	38	European Enterprises Development	33
Bubach & Zirrgiebel	23	European Information Systems	33
Buderus'sche Eisenwerke	28	European Trading	42
Buhler-Fontaine	24		

Fendel Schiffahrt	P. 45	Istituto Bancario di Torino	P. 34
Fiat	30	Itoh & C° (C.)	40
Finacor	20	Jagmeat	25
Financière de l'Union Européenne	34-35	Jointex	23
Fiwa	21	Kent-Moore	29
Forages en Mer Neptune (Sté de)	34	Klippan	43
Forenco	34	Kon. Ned. Heidemij.	22
Forex	34	Kon. Ned. Hoogovens & Staalfabrieken	38
France Aero Service	27	Konradin-Verlag R. Kohlhammer	32
Frico	37	Kunststoffen Mij.	41
Gadging Italia	43	Laboratoires Belgana	41
Gazocéan	34	Lambert pour l'Industrie & la Finance	33
Gelo	37	Laporte Industries	22
Général Electric C°	23-33	Lehnhoff	34
Générale (Sté)	36-44	Leisure International	44
Générale de Fonderie (Sté)	28	Lorimont	40
Générale de Surveillance (Sté)	25	Ludwif-Ofag	29
G. I. P. A. D. E.	35	Manutention Africaine	44
Golden Tulip Hotels	44	Mens Conseil	42
Goldschmidt (J. A.)	25	Metaalhandel J. A. Magnus	38
Gottfeld (F. H.)	25	Mittelrheinische Bank	36
Grove	29	Mobilgradisca M. G. France	27
Gruner & Jahr	32	Moet-Hennessy	40
Haniel & Cie (Franz)	45	Monte dei Paschi di Siena	34
Hansetainer Container & See- Verkehr	45	Moteurs Baudoin (Sté des)	31
Hapag-Lloyd	45	Moteurs Couach	31
Heberlein Holding	26	Müller C° (Wm. H.)	38-45
Heineken's Bierbrouwerij	37	Müller-Thomsen	45
Hertford Public Relations	42	Mure (La)	34
Heye, Knaupp & Partner	42	Nautic	29
Homcare	40	Nederhorst	22
Hôtelière de Diegem-Aéroport (Sté)	44	N. I. O. C. -National Iranian Oil	40
I. D. V. -International Distillers & Vintners	44	Nord (Cie du)	33
Ikegami	32	Novotel	44
Imbelco	43	Olivier (Cie)	26
Interdiesel-Internacional Diesel	31	O. L. K. -Offenbach-Lichterfelder Kran- kenkasse	21
Intermark	26	Orega-Cifte	28
Internatio-Müller	38-45	Ores	26
Internationale Confectie Industrie van Happen & Vervoort	44	Ottosson & C° (Bröderna)	43
Internationale Contrôle Mij.	25	Pacific Mariculture	37
International Publishing Corp.	32	Pakhoed	22
Intersoge	44		
I. R. I.	36		

Papeteries de France	P. 40	Sotrac	P. 44
Parfums Christian Dior	40	Spiegel-Verlag	32
Piper Aircraft	27	Star Stabilimento Alimentare	36
Pollard Ball & Roller Bearing	30	Starck & C° (von)	39
Polydata	26	Steelmet Inc.	38
Pomona	24	Stokvis & Zonen (R.S.)	38
Potterton	39	Strukturbau Bosch & Wüstenrot	22
Produits Chimiques Péchiney- Saint-Gobain	24	Struyck	23-41
Provimi	37	Studio Hamburg Atelier	32
		Sulzer (Gebr.)	29
		Swami J-Koerto	39
Ranco	27		
Renault	30-31-44	Tempus Zeitungs- & Zeitschriften- Verlag	32
Renold	30	Terminales Quimicos	34
Rewe Zentrale	24	Testut (Ets. Charles)	32
Rhenus Schiffahrt	45	Thomsen's Ver. Bedrijven	45
Rhône-Poulenc	23-24	Thomson-C.S.F.	28
Ringier & C°	32	Total	23
Rochette-Cenpa (La)	40	Tréma-Techniques & Réalisations de Marketing	42
Rothschild	25-33	Trendsetter Footwear Corp.	31
Rothschild & Sons (N.M.)	33	Tricobest	43
Royal Dutch/Shell	33-38	Tunzini-Améliorair	28
Rubbermaid	41		
S.A.R.I.-Sté d'Assurances de Ris- ques Industriels	20	Union Financière pour l'Europe & l'Afrique	25
S.A.V.I.E.M.	30-44	Univas	42
Schaguwa Orientteppichhandel	43	Usine de la Seigneurerie	23
Schlumberger	34		
Schneider	34	Vaessen-Schoemaker	41
Scholtz (Conrad)	38	V.A.P.R.A.-Vente à Prix Réduits	25
Schulte & Dieckhoff	43	V.E.B.A.	45
S.E.D.A.M.	30	Vinke & C°	45
Segrim	21		
Siemens	28	Walworth	29
S.K.F.	30	Westdeutsche Landesbank	36
S.M.E.-Sta Meridionale Finanziaria	36	Westinghouse Electric	28
S.N.I.A.S.-Sté Nationale Industrielle Aérospatiale	27	Wingerd (De)	36
S.N.P.A.	23	Wolverine World Wide	31
S.O.C.A.T.A.	27	Worms	33
S.O.F.I.N.E.X.	37	Wüstenrot	22
Sogemaric	24		
Solvay & Cie	22-34	Zeit-Verlag	32

